6e Année, N° 103 - 1er Mai 1930 | Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.)

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.**

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selfiior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne"

"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

France .... 11 fr.
Etranger .... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Le 1er Mai politisé

Que sera ce 1er mai 1930?

Vraisemblablement ce que sont tous les 1er mai dans les périodes où le mouvement ouvrier se traîne péniblement. Une journée terne, avec du chômage mais sans manifestations imposantes. Il en sera sans doute de sa « politisation » comme il en est de la politisation des grèves. Celle-ci aboutit tout juste à empêcher certaines grèves de partir, des corporations se méfiant des manœuvres communistes, et à en saboter quelques autres. La politisation du 1er mai, c'est-à-dire la tentative des communistes de s'approprier les manifestations de cette journée, aboutira de même à empêcher des manifestations là où il est de tradition d'en faire, et à en saboter quelques autres.

Nos grands stratèges communistes rêvaient d'autre chose. Ils voulaient démontrer la radicalisation des masses en forçant certaines organisations à fournir un effort au-dessus de leurs forces. On avait parlé de grève générale des métallurgistes parisiens. Il semble bien que le mot de grève lancé avant celui de revendications n'ait pas trouvé d'écho. On avait parlé aussi de grève d'un jour des cheminots. Comme si une grève d'un jour des cheminots, ou même d'une heure, n'entraînait pas automatiquement la grève générale des chemins de fer. Ce qui équivalait à aller à la grève générale des cheminots par la porte du 1er mai. A y aller par surprise. A y être poussé. Les militants de la Commission Exécutive fédérale des Cheminots ont refusé de s'y laisser pousser par leur Bureau. Ce sont tous pourtant des communistes dans la ligne. Oui, mais des communistes qui avaient besoin d'apprendre comment leurs dirigeants peuvent lancer des organisations dans des batailles redoutables, pour la gloire du communiqué.

L'an dernier, le 1er mai à Paris fut la journée de Tardieu et de Chiappe. 3.400 arrestations furent opérées auprès des permanences des Comités intersyndicaux pour le pointage des cartes. On eût compris que cette année, le défi fût relevé et que les organisations syndicales, maintenant ces permanences, fissent appel à tous les travailleurs pour venir en nombre défendre une tradition du mouvement parisien et défendre en même temps la légalité syndicale. Les dirigeants communistes ont laissé à Tardieu le terrain occupé par lui l'an dernier. Ils ont fermé les permanences. Ils se sont montrés ce qu'ils sont : des fanfarons et des paniquards.

La C. G. T. U. en danger

*Au tout dernier moment, en voyant l'*Emancipation *encartée dans la dernière* Ecole Emancipée *et le manifeste qu'y publie le Bureau fédéral de l'Enseignement, nous avons pensé : Voilà un appel que nous devons aider à faire entendre; voilà un document qui doit être mis sous les yeux de nos lecteurs et qui mérite de circuler rapidement et partout. Nous le reproduisons donc sans attendre.*

Je me demande si beaucoup de camarades se rendent compte de la gravité de la situation où se trouve la C.G.T.U., s'ils voient qu'elle joue sa vie en ce moment. C'en est fait d'elle si les partisans des exclusions l'emportent dans le Conseil des grands stratèges communistes, si les Gitton, las de palabrer et de menacer, mettent leurs menaces à exécution.

Aussi nous ne pouvons qu'appuyer tout effort destiné à empêcher ce crime contre le mouvement syndical révolutionnaire. Le manifeste du Bureau fédéral de l'Enseignement constitue un réquisitoire vigoureux non seulement contre les méthodes des dirigeants de la C.G.T.U., mais aussi contre la conception générale de la radicalisation des masses qui commande ces méthodes. Sur l'appréciation de la situation, sur les ravages déjà commis par ces méthodes et sur le danger mortel qu'elles font courir à la C.G.T.U. nous sommes pleinement d'accord. Nous aurions mauvaise grâce à ne pas l'être, étant donné que les neuf dixièmes de ce que dit ce manifeste, c'est ce que nous disons et répétons depuis cinq ou six ans.

Reste un dixième de ce manifeste, consacré à des critiques contre la minorité. Le Bureau fédéral de l'Enseignement voudrait se placer entre minoritaires et majoritaires. Voyons ses raisons.

*Nous ne pensons pas que le Bureau fédéral de l'Enseignement parle aujourd'hui pour la galerie et non pour faire œuvre utile. Nous ne croyons pas davantage qu'il n'ait en vue que de retenir sous sa houlette les syndiqués qui marchent avec lui et de les empêcher de rejoindre la vieille minorité de l'Enseignement dont toutes les affirmations se trouvent largement confirmées. Mais nous avons bien le droit de faire part au Bureau fédéral de l'Enseignement de notre surprise de le voir parler de loin et non de près aux dirigeants confédéraux, négligeant ainsi une partie de la besogne qu'il aurait pu faire. Déjà au Congrès confédéral, il avait gardé le silence. Or, le Congrès était à peine fini qu'on lisait dans l'*Ecole Emancipée*, sous la plume de Bouët et de Dommanget, des condamnations expresses de la politique des dirigeants confédéraux. Depuis, aux deux Conseils nationaux qui se sont tenus, pas la moindre intervention des délégués de l'Enseignement. Pourquoi diable ce silence dans les assemblées régulières de la C.G.T.U.?*

Il doit bien y avoir une raison. Quelle est-elle? Je n'en vois qu'une. C'est que les militants de la majorité fédérale de l'Enseignement qui ont déjà vu et compris pas mal de choses gardent encore néanmoins quelques illusions.

Ils se figurent pouvoir occuper une position de centristes. Comment ne voient-ils pas qu'ils l'ont dépassée depuis longtemps? Ils tiennent aujourd'hui un langage de minoritaires, et leur action, s'ils sont conséquents, sera une action de minoritaires. Qu'ils soient une variété nouvelle de minoritaires, concédons-le leur pour

le moment. Ils ont du terrain à rattraper et ils ne le rattraperont pas en une étape. Mais des centristes, non. C'est autour de Vassart que les vrais centristes peuvent se rassembler si jamais il a le courage de se prononcer publiquement contre les exclusions comme il le fait dans les Comités secrets.

Aucune des raisons qu'ils donnent et qu'ils se donnent à eux-mêmes pour se tenir à l'écart de la minorité ne résiste à l'examen. Leur chapitre sur l'indépendance du syndicalisme est curieux. Ils commencent par répudier cette indépendance, disant qu'elle n'a jamais existé, qu'elle ne peut pas exister, et ils finissent en se proclamant partisans de l'indépendance organique. La conclusion dément le début. Ils auront bientôt fait de comprendre que le syndicalisme n'a jamais prétendu se fermer aux courants d'idées révolutionnaires. Ce qu'il prétend, c'est rester maître de se déterminer lui-même et de se conduire selon ce qu'il estimera être l'intérêt ouvrier. L'indépendance du syndicalisme, ce n'est pas autre chose en définitive que l'indépendance de la classe ouvrière, mettant son intérêt au-dessus de tout intérêt de parti ou de secte. Tant pis pour le Parti communiste si son intérêt de parti ne se confond pas avec l'intérêt de classe. Le syndicalisme révolutionnaire dit : Classe d'abord; classe au-dessus des partis; syndicat au-dessus du parti. Ce n'est pas une formule usée et dangereuse. C'est une formule rajeunie par l'expérience, et la seule qui permette au mouvement syndical de sortir du bourbier, de retrouver la terre ferme. Ne peuvent la condamner que ceux qui, sous des airs d'opposition communiste, pensent exactement comme les communistes orthodoxes, emploient les mêmes méthodes et gardent les mêmes mœurs. Ce ne peut être le cas de militants qui ont le souci de l'organisation syndicale.

Une autre illusion des auteurs du manifeste, c'est de croire peut-être que leur désaccord avec le Parti et la C.G.T.U., avec l'I.C. et l'I.S.R. est d'ordre secondaire, que le différend au sujet de la radicalisation des masses, de l'essor révolutionnaire du prolétariat n'a pas d'importance décisive. Non, la politique générale qui est suivie n'est pas juste. Elle est, au contraire, tout à fait fausse. Ce que les militants de la majorité fédérale de l'Enseignement ont l'air de prendre ou qu'ils prennent pour des fautes secondaires, ce sont au contraire des fautes capitales. La radicalisation d'aujourd'hui c'est la sœur du putschisme d'hier et de demain. En 1924, nous aussi nous pensions que notre désaccord était d'ordre secondaire. Nous disions : « Mais ils sont fous de se voir au seuil de la prise du pouvoir. Ce n'est pas le moment de l'assaut révolutionnaire, c'est la période de l'organisation, de son renforcement, de son perfectionnement. » Les fous nous ont traités de contre-révolutionnaires, ce qui n'a pas grande importance, mais ils ont traité les organisations de telle façon qu'on peut juger l'état dans lequel ils les ont mises. C'est de 1924 que date le déraillement de la C.G.T.U. et de toutes les organisations influencées par le communisme.

Le seul mérite de la minorité, non pas monattiste comme l'appellent les auteurs du manifeste, mais de la minorité syndicaliste, c'est d'avoir vu clair tout de suite, d'avoir dit ce qu'elle pensait sans souci de sauvegarder les situations qu'elle pouvait avoir, sans crainte des coups qu'elle pouvait recevoir. Elle a fait son possible pour empêcher l'effondrement complet, et si un redressement est possible aujourd'hui, cela tient pour une bonne part à ce qu'elle a tenu le coup en 1924. Oui, tenu le coup en 1924, comme elle l'avait tenu en 1914 et en 1919. Ce n'est pas une raison pour que ceux qui ne voient clair qu'en 1930 injurient ceux qui ont vu clair six ans avant eux.

Les auteurs du manifeste ont attendu, pour condamner la politique confédérale, qu'elle se traduise dans leur Fédération, par des manifestations concrètes, par la condamnation du Manuel d'Histoire et la grève des Normaliens de Quimper. Tant que l'on s'en est tenu à saboter le mouvement du Textile, des Métaux, des Mineurs, des Cheminots, Bouët et Dommanget ne s'apercevaient de rien. Il a fallu qu'on touchât à l'Enseignement. Alors ils ont vu, ils se sont rebiffés. C'est bien. Mais ç'aurait été mieux encore s'ils n'avaient pas attendu d'être touchés directement. Leurs yeux se sont ouverts bien tard. Pourvu que ce ne soit pas trop tard.

Ils veulent combattre et enrayer le courant d'autonomie provoqué dans certaines corporations ou certaines localités. Evidemment, il faut le combattre. Personne n'a dépensé plus d'efforts dans ce but que les militants de la minorité n° 1 et Chambelland en particulier. Il a tout fait pour empêcher ce qui s'est produit à Tourcoing. Mais le seul moyen d'enrayer efficacement ce courant, d'empêcher cette forme du découragement, c'est d'organiser la minorité. Si la minorité n° 2 avait accepté dès le Congrès confédéral l'unification de la minorité, si la minorité unie s'était organisée tout de suite, quelques organisations de Tourcoing ne seraient pas parties dans l'autonomie ; elles auraient résisté à l'assaut communiste; aujourd'hui, dans le Nord, ce n'est pas l'Union locale de Dunkerque seule qui serait dans la minorité, mais deux ou trois autres, et parmi les plus importantes. De même dans tout le pays.

Le découragement qu'exprime le départ de certains syndicats dans l'autonomie vient de ce que certains militants ne croient plus que la C.G.T.U. puisse jamais être redressée. Que la minorité fasse rayonner cet espoir de redressement, et c'en sera fini du découragement et du passage à l'autonomie. Mais pour cela, il ne faut pas que les vagues de secours de la minorité se fassent trop attendre ni qu'elles hésitent à se fondre dans les vagues précédentes. Sinon il en sera de la C.G.T.U. comme il en fut de la C.G.T. Si les ouvriers de la onzième heure s'étaient levés quelques heures plus tôt, c'est-à-dire quelques années plutôt, la situation du mouvement syndical français aurait été différente en 1921. De même aujourd'hui. Que les militants de la majorité de l'Enseignement y réfléchissent.

P. MONATTE.

Lettre ouverte à MM. Tardieu et Mallarmé

M. le Ministre de l'Intérieur,

M. le Ministre des Postes,

Vous êtes tous les deux républicains, ou du moins vous vous déclarez tels. L'un de vous éprouve même le besoin d'affirmer la qualité de son républicanisme en le qualifiant « de gauche », et l'autre se parait, il n'y a pas longtemps encore, de l'épithète de « républicain-socialiste ». C'est dire que vous vous proclamez les fils des « Droits de l'homme », que vous affirmez la souveraineté de la « Loi ». Vigoureux défenseurs de ce que vous appelez l' « Ordre », vous entendez défendre l'ordre, non par l'arbitraire, mais par les armes, combien nombreuses d'ailleurs ! que vous donne la loi. Violer la loi volontairement, délibérément, c'est créer le « désordre », c'est semer l' « anarchie » ; ce ne saurait être votre cas.

Or, voici ce qui vient de se passer en Algérie dans vos administrations respectives, bien certainement à votre insu.

Des agents de votre administration, M. le Ministre de l'Intérieur, se sont présentés dans les kiosques à journaux de la ville d'Alger pour y saisir le numéro 99 de la « Révolution Prolétarienne », numéro contenant l'historique de la conquête de l'Algérie. A vrai dire, ils n'ont rien saisi. Votre police vaut ce qu'elle vaut. Quand vos agents se sont présentés, tous les numéros étaient déjà vendus.

Mais le délit n'en existe pas moins. Vos subordonnés ont tenté de s'emparer d'une publication régulière, régulièrement déposée, non délictueuse, puisqu'aucune poursuite n'était et n'est encore engagée contre nous.

Nous ne vous apprendrons rien, M. le Ministre de l'Intérieur, en vous disant qu'il y a là, non seulement une violation caractérisée de la loi sur la Presse, mais une tentative de vol non moins caractérisée. S'emparer, sans droit, de publications ne vous appartenant pas, ça s'appelle un vol, M. le Ministre. Vos agents de la sûreté se sont livrés à une tentative de vol sur notre bien, et comme ils n'ont pu évidemment le faire que couverts par un ordre d'un haut fonctionnaire, il en résulte que vous avez, parmi vos hauts fonctionnaires de la police d'Algérie, un voleur. Nous vous le signalons.

En second lieu, ce même numéro de la « Révolution Prolétarienne » a été envoyé par la poste à un certain nombre d'habitants de l'Afrique du Nord. Or, si dans la plupart des villes la distribution s'est opérée fort régulièrement, il n'en a pas été de même dans d'autres villes, où aucun numéro n'est parvenu à destination. Ce ne peut être là l'effet du hasard. Si ces exemplaires n'ont pas été remis à leurs destinataires, c'est qu'ils ont été volés, M. le Ministre des Postes, volés dans votre administration, volés par vos agents, ou avec la complicité de vos agents.

Or, faut-il vous rappeler, M. le Ministre, que l'Administration des Postes est gardienne des correspondances qui lui sont remises, qu'elle en est responsable, qu'elle a donc le droit... et le devoir de ne les livrer à personne autre que le destinataire, sans une ordonnance régulière de justice. Comme la Justice, encore une fois, n'a ouvert contre nous aucune information, si vos receveurs de Tlemcen, de Mostaganem, de Constantine et autres lieux, ont arrêté d'eux-mêmes, ou ont laissé la police arrêter dans leurs bureaux les numéros que nous vous avions remis, pour lesquels nous vous avons payé les frais de timbre réglementaires afin qu'ils soient acheminés à destination, ils se sont rendus coupables d'un vol et d'un abus de confiance : vol de nos exemplaires, vol de nos timbres, abus de confiance du mandataire qui ne remplit pas la mission dont il s'est chargé et pour laquelle il a touché sa rémunération. Nous pensons que vous voudrez bien faire frapper les auteurs de ce vol et de cet abus de confiance des peines prescrites par la loi.

Prochainement la « Révolution Prolétarienne » publiera un second article sur l'Algérie.

Si cet article est délictueux, nous vous invitons très fermement, MM. les Ministres, — comme nous vous y invitons pour le premier, il n'y a pas encore prescription — à nous poursuivre. Nous n'avons pas l'habitude de fuir nos responsabilités. Et nous serions très curieux de voir frapper, au pays de la « République », de la « Liberté » et des « Droits de l'Homme », le rappel de faits historiques incontestables et incontestés.

Mais si vous ne nous poursuivez pas, nous vous invitons non moins fermement à donner à vos services respectifs les instructions nécessaires pour que la liberté de circulation, et les garanties postales nous soient assurées, conformément à la Loi, à votre Loi, celle que vous-mêmes avez faite, et non pas nous.

Sinon, nous serions obligés de conclure que les auteurs de la violation de la loi ne sont point des agents subalternes, mais vous-mêmes, que c'est vous-mêmes qui êtes les voleurs, vous-mêmes, M. le journaliste du « Temps » et M. le Professeur de Droit, qui profitez de l'immunité de fait que vous assurent aujourd'hui vos fonctions, pour voler les simples citoyens que nous sommes, pour violer la loi sur la Presse et pour saboter un service public, celui des Postes, dont le monopole n'a pas été établi, que nous sachions, dans la pensée de laisser l'Etat en faire une dépendance de la Sûreté générale ni une annexe de la gendarmerie.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Parmi nos Lettres

Le krach de New-York et la crise économique

Nous avons reçu, il y a quelque temps déjà, du camarade Postgate, la lettre suivante relative à l'article de Louzon « Le grand krach boursier de New-York annonce-t-il une crise économique » (*R. P.* du 15 novembre 1929) :

Il me semble que l'étude de Louzon sur la dernière crise américaine est inexacte sur certains points essentiels. Il affirme que ce fut une crise de l'espèce habituelle au XIX*e siècle, c'est-à-dire provoquée par la surproduction, et qu'elle ne finirait vraisemblablement que le jour où les stocks existants auraient été liquidés après une dure période de chômage. Mais il n'a pas donné de preuve d'une accumulation quelconque de marchandises invendables. Les renseignements que j'ai reçus de New-York me font penser que la crise est d'une espèce différente, et ressemble beaucoup à celle qui fut causée par la faillite de l'Union Générale, en France, vers la fin du siècle dernier. Les Américains sont un peuple de joueurs, mais au lieu de parier sur des chevaux, comme le font les Anglais, ils ont joué pendant des années sur les stocks. Les fonds de toutes sortes furent poussés à Wall Street à des prix fantastiques : des actions avaient été divisées, dans certains cas, en 32 parts, pour servir à l'agiotage.*

Aucune ne fut rachetée, dans ce boom, à cause de sa valeur, mais pour être revendue. Les baissiers jouaient sur la continuation de la crise. Tout Wall Street, au mois de mars passé, admettait, dans les conversations privées, qu'on arriverait bientôt au bout du rouleau, car les actions étaient devenues de simples jetons d'agiotage, et tout accident pouvait gâter le jeu.

Mais tout homme qui pouvait y entrer avant le craquement réalisait de l'argent, aussi le jeu continuait gaiement jusqu'au bout. Pendant ce temps-là, les affaires saines et les industries productives se plaignaient réellement du manque de capitaux, car les inventeurs s'étaient tout simplement tournés vers l'agiotage. Il n'y eut pas de surproduction notable. Le résultat du krach fut de ruiner une seule classe : les parasites de Wall Street. Des autos de prix furent offertes pour presque rien après le krach, une Rolls-Royce pour 50 livres. Les joueurs avaient perdu. Mais l'édifice du commerce capitaliste ne reçut qu'un coup passager, et dans certaines branches de la production il est déjà clair que la dépression est d'un caractère tout à fait bénin.

Louzon fait à Postgate la réponse suivante :

Au moment même où le krach s'est produit, il était assez difficile de donner des preuves qu'il existait de la surproduction, parce que celle-ci est très difficile à déceler. Les stocks qu'indiquent les statistiques ne signifient rien à cet égard parce que ceux-ci ne comprennent que certains stocks, ceux qui sont intermédiaires entre la production et les innombrables stocks particuliers, et qui précisément se trouvent assez réduits dans les époques de grande activité qui précèdent les crises, parce que tout le monde étant alors « à la hausse », achète, pour son stock particulier, la marchandise dès qu'elle arrive chez le grossiste.

C'est pourquoi, aussi bien dans cette dernière crise que dans les précédentes, la surproduction ne se voit-elle pas directement. Elle ne se révèle que par des phénomènes secondaires, tels que la hausse de l'escompte, et aussi l'orgie de spéculation. Une spéculation effrénée à la hausse, en Bourse, est le signe classique de l'approche de la crise, et la dégringolade boursière verticale qui la suit, que ce soit celle de la Bourse des métaux comme en 1907, ou celle de la Bourse des valeurs comme cette année, en est presque toujours le signal.

Certes, les Américains sont joueurs (il n'y a d'ailleurs pas qu'eux), mais cela n'explique pas à soi seul que le jeu était à la hausse, et que la hausse avait atteint des niveaux formidables, en 1929, plutôt que durant les années précédentes ou que maintenant. On pousse à la hausse parce que les affaires vont bien; celles-ci allant bien, on produit de plus en plus, et on fait par suite des bénéfices croissants qui font encore hausser les titres, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on finisse par produire trop et que tout craque. Hausse des titres en Bourse et accroissement de la production sont deux phénomènes qui vont obligatoirement de pair ; l'une n'est pas possible sans l'autre ; du moment qu'il y a hausse vertigineuse des titres, c'est qu'il y a accroissement vertigineux de la production, et du moment qu'il y a accroissement vertigineux de la production, c'est que la surproduction n'est pas loin.

En tout cas, je crois que maintenant le fait que la surproduction existait n'est plus niable. Je lis à l'instant que Tardieu a parlé dans sa déclaration de « la crise mondiale de surproduction dont témoigne la baisse des matières premières ». Pour une fois, Tardieu n'a pas dit une bêtise. L'actuelle baisse des matières premières, de toutes les matières premières, et le ralentissement général de la production, quatre mois encore après le krach de Wall Street, ne peuvent s'expliquer que par une surproduction préalable. Baisse de la laine, baisse du coton, baisse du blé, baisse du vin, baisse du café, diminution de la production de cuivre, baisse et diminution de la production de la soie artificielle, etc... Il n'y a pas que les diamants et les Rolls Royce qui n'ont plus trouvé d'acquéreurs.

D'une façon plus précise, voici ce que je vois dans une dernière note statistique sur la situation industrielle des Etats-Unis :

Contrats de construction *pendant la première quinzaine de février, en diminution de 34 % sur l'année précédente ;*

Coton : *en janvier, on a utilisé 24 millions de broches au lieu de 30 millions l'année dernière;*

Bois : *pendant la semaine se terminant le 8 février, les livraisons ont été inférieures de 16 % par rapport aux livraisons journalières moyennes ;*

Wagons chargés : *inférieurs de 69.400 par rapport à l'année précédente, durant la semaine se terminant le 8 février ;*

Exportations *de janvier : 417 millions de dollars au lieu de 488 millions ;* importations : *312 millions au lieu de 369 millions.*

Même en France, le pays le plus tard touché, il vient d'y avoir, pour la première fois depuis longtemps, une légère diminution dans les recettes d'une semaine des chemins de fer par rapport à l'année précédente, au lieu de l'augmentation habituelle de 5 à 6 %.

Et je ne parle pas de l'accroissement des chômeurs en Allemagne, en Angleterre, en Autriche. Et du chômage aux Etats-Unis.

Mon avis est donc que nous sommes bien en présence de la crise de surproduction classique, analogue à celles du siècle dernier, surproduction dont le boom de Wall Street était le symptôme, et crise dont le krach de Wall Street fut le signal.

⁂

Le Congrès de l'I. L. P.

D'un de nos camarades ces remarques sur le Congrès de l'Indépendent Labour Party.

As-tu vu le compte rendu du Congrès de l'I. L. P.? Il serait utile que la R. P. en parle sérieusement. L'action de l'I. L. P. est excellente, et cette action, il faut qu'il la continue au sein même du Labour Party, sans s'en laisser mettre dehors.

La classe ouvrière anglaise a la grande chance d'avoir dans le Labour Party, non pas un parti mais une véritable organisation de classe (parce que dominée par les syndicats) et où ont place tous ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Le Labour Party, c'est la classe ouvrière britannique elle-même, la classe ouvrière britannique organisée, et c'est là qu'il faut lutter.

C'est d'ailleurs bien l'intention de l'I. L. P, ainsi qu'il résulte d'une résolution du Conseil national de l'I. L. P., lue par Maxton au Congrès, déclarant que l'I. L. P. « désire continuer à travailler de tout son cœur comme membre du Labour Party » (Daily Herald, 21 *avril*.)

Il faut avoir confiance dans l'évolution ultérieure de la situation et dans celle de l'I. L. P. Il importe de soutenir beaucoup ce dernier. Il pourra être l'axe d'un redressement de l'ensemble du mouvement international, de la renaissance d'un mouvement révolutionnaire en dehors du bolchevisme.

Un manifeste de la Fédération Unitaire de l'Enseignement

Sauvons la C. G. T. U.

Cri d'alarme

Il est temps de jeter un cri d'alarme. Ce qui est en jeu c'est l'avenir de la C. G. T. U. et du syndicalisme révolutionnaire, c'est — pour des années — le sort du prolétariat.

La situation de plus en plus critique dans laquelle se débat notre centrale syndicale place toutes les organisations, tous les militants partisans d'un *syndicalisme unitaire de lutte de classe* en face de lourdes responsabilités. Bien coupables seraient ceux qui, pour de misérables questions de tendance, par esprit de parti ou de secte, par peur des injures ou pour toute autre raison, continueraient à se réfugier dans la passivité et à gémir en *a parte*.

Assez de suivisme! Assez de silence! Assez de récriminations dans les conversations particulières!

Que parlent enfin, que résistent, que réagissent tous ceux — et ils sont nombreux — qui sentent, qui voient vers quel abîme la direction actuelle de la C. G. T. U. mène le mouvement syndical révolutionnaire, qui sentent, qui voient aussi vers quelle impasse la minorité groupée autour du *Cri du Peuple* conduit une bonne partie de l'opposition confédérale.

Position de la Fédération de l'Enseignement

La Fédération de l'Enseignement a été à l'avant-garde dans la lutte contre les renégats scissionnistes de l'ancienne C. G .T. puis contre les soi-disant anarchistes qui menaient la nouvelle organisation au syndicalisme de secte anti-communiste. *Elle entend se placer à l'avant-garde encore dans la lutte, d'une part, contre les démolisseurs qui discréditent le communisme et précipitent la C. G. T. U. dans l'ornière du syndicalisme de secte prétendu bolchevique, d'autre part contre ceux qui, en réaction, reculent sur des positions trop proches de la C. G. T.*

Notre Fédération a publié après le dernier congrès confédéral, dans son organe (13 octobre) une plate-forme fixant d'une façon très nette et très franche la position révolutionnaire qu'elle prenait. Cette plate-forme attaquait à la fois les minoritaires et les majoritaires. Pour l'époque, nous ne croyons pas trop nous avancer en disant que ce texte représentait un grand pas de fait dans la voie de la clarification syndicale. Malheureusement, il ne fut diffusé qu'à l'intérieur de notre organisation. Par la suite, notre B. F., le seul dans la C. G. T. U., s'est prononcé nettement contre les menaces de scission qui se font jour dans l'I. S. R. et la C. G. T. U.

Aujourd'hui, en considération de la gravité du péril, nous estimons nécessaire de publier cette déclaration qui, par delà notre cadre, précisera la position de tous les opposants révolutionnaires, atténuera le malaise actuel, rassurera et ralliera les communistes inquiets, arrêtera peut-être les syndicalistes sincères qui, désemparés, glissent à droite ou inclinent vers l'autonomie.

Du Congrès de Bordeaux à maintenant

Qu'est devenue la belle organisation dont nous étions si fiers encore au congrès de Bordeaux ?

Quoique plaçant le but de son activité bien au-dessus de l'intérêt particulier des syndicats unitaires, la C. G. T. U. groupait alors environ 500.000 syndiqués. Elle comptait, et elle pouvait compter dans la C. G. T. et parmi d'importantes organisations de fonctionnaires, sur toute une large couche de militants et de groupements qui subissaient très sérieusement son influence. Elle commettait, certes, quelques fautes d'ordre secondaire, mais *sa politique générale était juste*, ce qui désarmait la minorité monattiste groupant 60 voix sur 2.000 suffrages. Surtout, à cette époque, la C. G. T. U. comprenait que pour ne pas mentir à son titre et à son origine, elle devait s'orienter vers le *syndicalisme révolutionnaire de masse*. Par la voie du syndicalisme à bases multiples, par l'enlèvement des statuts du paragraphe sur la dictature du prolétariat, par l'attention apportée aux revendications immédiates, à l'organisation des travailleuses et des jeunes elle visait à recruter, à « *gagner l'adhésion des masses* », suivant les termes mêmes du message de l'I. S. R.

Aujourd'hui, alors que la C. G. T. et même la Confédération des travailleurs chrétiens, progressent numériquement, la C. G. T. U. suit une voie opposée. Le bureau confédéral a reconnu avoir perdu 77.000 membres en un an. Et depuis, cette chute vertigineuse des effectifs n'a fait que s'accentuer.

Par des méthodes de bluff, en mentionnant et soulignant seulement les succès, on est arrivé à faire croire à un renforcement de l'influence unitaire au cours des élections prudhomales. Pourtant, à part quelques centres, l'ensemble est loin d'être brillant. Ainsi, dans tout le Nord, les syndicats unitaires arrivèrent bons derniers avec 5.737 voix, tandis que les syndicats chrétiens en recueillaient 6.125 et les confédérés 10.740.

Et dans le domaine des institutions syndicales les choses ont-elles été mieux? Allons donc! L'édifice érigé par le Congrès de Bordeaux s'est avéré un château de cartes. Rien n'a été fait. Pas plus en ce qui concerne les assurances sociales, la C. N. S. S. O., le syndicalisme à bases multiples que la stratégie des grèves.

C'est seulement dans ce domaine des grèves que la C. G. T. U. a fait preuve d'activité, mais en oubliant toute la stratégie qui avait été si soigneusement étudiée à Bordeaux. Les résultats piteux, lamentables, aussi bien à Halluin, Guise, Nice, Belfort qu'à Champagnac, n'accusent pas les faiblesses, mais bien l'incapacité d'une direction se mouvant uniquement dans le verbiage, rabâchant sans cesse les grands mots mis à la mode par tel Congrès ou Plénum. C'est surtout depuis le dernier congrès que l'influence unitaire n'a fait que décroître.

Les dirigeants confédéraux peuvent chercher maintenant les syndiqués confédérés de base capables comme auparavant de conjuguer leurs efforts aux leurs. La Fédération autonome des fonctionnaires qui tournait la plate-forme de l'autonomie du côté de la C. G. T. U. et pratiquait toujours l'action commune avec le Cartel unitaire, se tient maintenant à l'écart. On voit, ce qui est symbolique, mais l'*Humanité* se garde d'en souffler mot, tel ou tel syndicat

unitaire entrer dans l'autonomie ou adhérer à la C. G. T. alors que l'inverse se produit de plus en plus rarement et qu'on ne saurait nous tromper avec les adhésions sans lendemain opérées par la distribution *gratuite* de cartes syndicales aux grévistes, qu'aucune prise de timbre ne vient compléter ensuite. Chose autrement grave, des syndicats de la Fédération de l'Alimentation sont passés à l'autonomie. Il y a seulement un an, le syndiqué qui eut prophétisé un tel fait eut été traité de fou! Nous voulons croire que les camarades placés à la tête des Fédérations minoritaires feront un effort pour enrayer ce courant qui, l'expérience l'a montré, aboutit après un stage plus ou moins long dans l'autonomie, à la C. G. T. des chefs intégrés et briseurs de grèves. Mais c'est tout de même un signe des temps qu'une telle question puisse se poser. Il faut vraiment que des camarades considèrent la maison confédérale comme inhabitable pour songer à la quitter. Ils ont tort, nous le leur disons catégoriquement, et nous nous élevons très nettement contre tout éventuel abandon de poste. Mais il est clair que *la façon dont la direction confédérale actuelle traite les opposants est intolérable.*

Les campagnes d'injures

En effet, pour répondre à la répression gouvernementale qui s'abat sur les organisations révolutionnaires, cette même direction confédérale qui préconise un large front unique à la base et qui porte aux nues les inorganisés, ne trouve rien de mieux que de rompre l'unité morale de la C. G. T. U. en poursuivant une politique intérieure de vigoureuse répression.

L'Humanité, précisément depuis que des représentants de la C. G. T. U. siègent au Conseil d'administration, déverse à pleins tombereaux inepties, mensonges, injures, calomnies à l'adresse de tous ceux qui sont, qu'on croit ou qu'on soupçonne être opposants, ou simplement de faire des réserves sur un point quelconque de l'orientation confédérale actuelle.

La *V. O.* est également devenue une arme à deux tranchants : l'un fortement émoussé dirigé contre la bourgeoisie, l'autre toujours plus aiguisé et empoisonné dirigé contre l'opposition de la C. G. T. U.

Et ce sont les militants les plus chargés de responsabilités, ceux-là mêmes qui devaient se montrer les plus circonspects, qui, avec une désinvolture touchant au cynisme, prennent en personne l'initiative de ces campagnes de dégradation. La direction de l'I. S. R. les encourage d'ailleurs à mener une « lutte impitoyable » contre tous les opposants confondus pêle-mêle et baptisés tous, pour la circonstance, des épithètes qu'on voudrait infamantes et qui ne sont que risibles « d'opportunistes », « capitulards de droite », saboteurs de la « ligne révolutionnaire », etc.

La légalité syndicale foulée aux pieds

La répression syndicale se manifeste sous d'autres formes que les injures. En fait, il n'y a plus de légalité syndicale. Et la direction confédérale actuelle qui proteste contre l'éventualité d'une mise hors la loi des organisations révolutionnaires, laisse mettre ou met hors la loi syndicale les groupements syndicaux se rangeant dans l'opposition.

Le même syndicat dit centriste ou minoritaire qui ne peut faire passer un communiqué dans l'*Humanité*, voit insérer dans ce journal à la place du papier régulier qu'il a envoyé, une communication de la fraction communiste préconisant ouvertement une action syndicale sans que les représentants de la C. G. T. U. au C. A. de l'*Humanité* daignent intervenir.

On a vu, à propos d'une affaire, la VIe U. R. informer et documenter directement le secrétaire de la fraction communiste de l'Enseignement avec demande d'intervention parlementaire, sans que le secrétaire fédéral, qui précisément appartient à cette U. R., en ait été informé. Dans la même affaire, du reste, le Syndicat intéressé fut accusé de carence, alors que la fraction communiste du Syndicat, au courant des faits, au lieu de l'en informer, prévenait la VIe U. R.

Dans l'Alimentation, des syndicats correspondent avec le P. C. et cessent tout rapport avec l'organisation régulière. Dans les Ports et Docks, le Bureau Confédéral, avec les gros sous des syndiqués unitaires, crée un organe extra-fédéral pour combattre la grosse majorité des syndiqués. Le Syndicat des T. C. R. P. étant géré par des camarades qui ne sont plus du P. C., celui-ci convoque directement au siège même de la C. G. T. U. des assemblées de syndiqués pour opérer le « redressement » de l'organisation opposante.

Dans les Produits chimiques, à côté des secrétaires fédéraux régulièrement investis et pourtant membres du P. C., le Bureau Confédéral violant toute légalité syndicale, a placé d'office, sous les plus fallacieux prétextes, des délégués plus ou moins camouflés de l'appareil du P. C. La même menace a été portée contre la direction fédérale de l'Enseignement par Simonin, au Congrès de la XVe U. R.

Enfin, *les Syndicats se trouvent dépossédés du droit de diriger les grèves*, en application des résolutions de la Conférence de Strasbourg et des thèses de la VIe session du C. C. de l'I. S. R., § 5. L'expérience des derniers mois montre qu'aussitôt qu'éclate un mouvement gréviste, des délégués du P. C. interviennent et incontinent en prennent la direction pour semer la discorde au sein du Comité de grève.

Ainsi, à l'intérieur de la C. G. T. U., la légalité syndicale est constamment foulée aux pieds.

Politique d'exclusions

Tout s'enchaîne avec une rigoureuse logique. En fait, c'est déjà mettre des organisations hors des rangs de la C. G. T. U., que de les ignorer systématiquement ou de leur substituer des organismes ou des militants extra-syndicaux. L'exclusion des syndicats opposants est l'aboutissant fatal de telles méthodes de violence, d'une politique aussi dictatoriale.

On a peine à croire que les militants qui, par expérience personnelle, savent que toute politique d'exclusion mène à la scission syndicale, ne repoussent pas avec indignation tout renouveau d'une telle politique et, qui pis est, reprennent impudemment les méthodes de Jouhaux, Dumoulin et Cie.

La chose est d'autant plus imprévue de la part des militants qui ne craignaient pas il y a deux ans et demi d'aller jusqu'à sacrifier l'existence de la C. G. T. U. sur l'autel de l'unité syndicale. Et pourtant, il faut se rendre à l'évidence. *La volonté d'exclusion est très nette chez les dirigeants de la C. G. T. U.*

Gitton, secrétaire confédéral, a déclaré en pleine C. E. « qu'il fallait sanctionner par l'exclusion de la C. G. T. U. les actes de trahison et les actes de scission ». Et il a précisé sa pensée en déclarant « qu'on regrettait de ne pas avoir exclu Berlot et Weber ». A l'aide des vocables élastiques « trahison », « actes de scission », dont les chefs confédéraux sont si prodigues, il est clair maintenant qu'on excluera tous ceux dont on voudra se débarrasser.

L'exemple vient de haut. Il sera suivi. Est-ce que Losowsky, secrétaire de l'I. S. R., au cours de l'examen de la situation de la C. G. T. U., n'a pas dit :

« Les efforts pour se débarrasser des éléments réformistes furent insuffisants »? Est-ce qu'à la 6e session du C. C. de l'I. S. R. (décembre 1929) il n'était pas inscrit plusieurs fois dans les thèses que les éléments « qui s'écartent de la ligne de l'I. S. R. *sont d'ores et déjà exclus?* » Dans un autre endroit, vers la fin, il était marqué que la lutte contre les droitiers et les opportunistes — c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas majoritaires — doit trouver la conclusion dans *leur exclusion des rangs de l'I. S. R.* Vassart a dû faire remarquer qu'il semblait « dangereux et tout à fait impossible de traiter la question de l'épuration dans le cadre syndical du même point de vue que l'épuration dans le P. C. ». Mais c'est pour des raisons « tactiques » comme il l'a dit formellement, par opportunisme majoritaire et non pour des raisons de principe qu'il s'est élevé contre ces passages des thèses. Malgré cela, la volonté d'exclusion est si ferme chez les dirigeants actuels de l'I. S. R. qu'il est écrit formellement dans les thèses adoptées à la VIe session sur les perspectives économiques, § VII, « que les tentatives de scission », « les *interventions* contre la direction autonome des luttes économiques », « le refus de combattre le social-fascisme », etc., « sont des actes qui *mettront hors des rangs de l'I.S.R., les initiateurs et les dirigeants d'une telle ligne* ». Dans les thèses de la VIe session concernant la C.G.T.U., § VI, on retrouve les mêmes menaces.

Personne ne peut en nier la gravité. Et on peut voir, à la lueur du dernier C.C.N., que les dirigeants confédéraux par leurs affirmations répétées de « sabotage », « trahison », « action dissolvante » des minoritaires », s'efforcent de créer *l'atmosphère de pogrom* qui doit permettre d'appliquer les thèses folles de l'I. S. R.

Plus de démocratie syndicale

C'est une dérision de parler de démocratie syndicale dans ces conditions. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale, quand tous les syndiqués ne peuvent exprimer et défendre librement leur opinion sans se faire injurier, diffamer, brimer, exclure. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand un bureau confédéral, au lieu de veiller avec un soin jaloux au fonctionnement régulier des organismes syndicaux réguliers, tolère, préconise ou encourage les violations de la légalité syndicale rapportées plus haut.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand on voit un secrétaire confédéral menacer d'exclusion du P. C. le secrétaire de la Fédération de l'Enseignement qui se refuse à transgresser les décisions du dernier Congrès de son organisation.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand de l'aveu de Monmousseau (intervention au C.E. de l'I.C.) le rapport d'activité de la C.G.T.U. présenté devant le dernier Congrès confédéral, au lieu d'être l'œuvre du bureau confédéral responsable devant ce Congrès est « l'œuvre du Parti », irresponsable devant le Congrès confédéral.

Autant nous estimons que *l'indépendance idéologique, l'autonomie spirituelle des syndicats est un mythe* et que la *poursuite de ce but équivaut à la recherche de la quadrature du cercle sur le terrain syndical*, autant nous *nous élevons contre la domestication des syndicats par la violation de leur indépendance organique, de leur autonomie matérielle.*

Ce que nous pensons de l'indépendance du syndicalisme

Il y a sur ce point une distinction très importante à faire et les camarades minoritaires se fourvoient s'ils croient pouvoir jamais placer le syndicalisme à l'abri des infiltrations idéologiques. D'abord, ce ne serait pas souhaitable parce que *c'est dans la mesure où le syndicalisme s'inspire de l'idéologie révolutionnaire qu'il s'élève au-dessus du corporatisme étroit*, qu'il élargit son horizon. Ensuite, ce ne serait pas possible. Quand on porte ses regards dans le passé on constate *qu'il n'y a jamais eu de syndicalisme indépendant*. A plus forte raison doit-il en être ainsi à une époque comme la nôtre qui, en accentuant les contradictions internes de l'impérialisme, accentue par cela même les contradictions internes du prolétariat. Aussi, de quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve nulle part un *syndicalisme indépendant*.

Le syndicalisme a l'idéologie qui, tout en tenant compte de la tradition et des particularités concrètes du pays où il se meut, s'est imposée par le bon travail corporatif et révolutionnaire de ceux qu'elle inspire. Le libre jeu des tendances s'abritant en son sein et dont il doit admettre l'organisation, compose seul sa figure théorique et tactique.

S'il n'est pas pour nous d'idéologie spécifiquement syndicaliste, si nous rejetons l'anarcho-syndicalisme, dont la double faillite face à la guerre et à la Révolution russe a été éclatante, si *nous ne pouvons donner notre adhésion à la thèse de l'indépendance pour l'indépendance* que tous les courants même réactionnaires du mouvement ouvrier peuvent adopter, nous affirmons avec force la nécessité de l'indépendance organique administrative de la C.G.T.U. qui doit être défendue contre la direction de l'I.C. et du P.C. que suit servilement la majorité confédérale.

La direction unique

Pour la solution des difficultés qui pouvaient surgir entre le P.C. et la C.G.T.U., et pour obtenir un constant parallélisme dans l'action, le P.C. avait cru bon d'instituer voici quelques années la direction unique.

A l'usage, cette formule s'est révélée mauvaise. Elle a entraîné la *mécanisation du mouvement syndical*. De plus, le fait que les mêmes hommes dirigeaient Parti et C.G.T.U. *a nui à un large recrutement syndical*, à la création de véritables syndicats de masses. Elle est donc à rejeter. La preuve, du reste, qu'une spécialisation n'est pas inutile entre des organisations œuvrant sur le plan révolutionnaire mais dans des domaines différents, nous est fournie par la Russie même. Dans ce pays, où le P.C. joue un rôle prépondérant, Tomsky était au bureau politique du P.C., mais il y était surtout comme agent de liaison entre la Centrale syndicale et le P.C.

Les rapports entre la C.G.T.U. et les organisations extérieures ne doivent être établis que sous la forme de Comités d'action.

Rôle dirigeant du parti

Quant à la proclamation par un Congrès confédéral du rôle dirigeant du P.C. dans l'organisation syndicale, nous jugeons que *ce serait une absurdité même si le P. C. français avait réellement conquis son rôle dirigeant.*

Mais où et quand le P. C. français, depuis qu'il affirme verbalement son rôle dirigeant, a-t-il administré la preuve de sa capacité d'organisation, d'éducation, de combat ? Comment, c'est au moment où ce parti prouve, au contraire, et magistralement, son incapacité de jouer l'important rôle révolutionnaire qui lui est dévolu, que les dirigeants confédéraux trouvent le moyen de faire proclamer par un Congrès syndical son rôle dirigeant ! C'est tout de même fort !

C'est d'autant plus insensé que le P. C. français, dans toutes les thèses qu'il a élaborées à profusion, place toujours son rôle dirigeant dans le futur, ce qui implique à n'en pas douter, *qu'il ne reconnaît pas lui-même son rôle dirigeant dans le présent.* Sa direction, en affirmant, dans ses publications et dans ses assises, que beaucoup de membres du P. C. ne connaissent pas l'origine du mouvement communiste, manquent d'idéologie marxiste, sont incapables d'organiser, etc., condamne elle-même son rôle dirigeant. Et cependant, c'est à cette direction qui s'avoue incapable de former les cadres du prolétariat, qu'on remet le soin de diriger la C.G.T.U., de conduire les grèves — combats de classe si délicats à mener, si divers, si ondoyants et qui réclament avec la flamme révolutionnaire tant d'expérience, de doigté, d'esprit d'initiative et de sens pratique. Comment s'étonner, dans ces conditions, que le secrétariat de la région parisienne du P. reconnaisse en son dernier rapport avec un belle franchise « que les communistes portent la responsabilité des fautes et des faiblesses du mouvement syndical ».

Entendons-nous bien. Chaque syndiqué peut prétendre pour son parti à la conquête du rôle dirigeant, mais par le canal du travail syndical. C'est son droit. Vouloir imposer ce rôle mécaniquement c'est pure sottise. Nous estimons au surplus que lors de la prise du pouvoir, les masses en effervescence acclameront, avec la centrale syndicale révolutionnaire, le parti qui se sera affirmé politiquement en fait et non en paroles, *le guide révolutionnaire éclairé et lucide de la classe ouvrière.*

Dans les conjonctures actuelles, la proclamation du rôle dirigeant du P. C. par la C.G.T.U., inutile au P., est absurde, dangereuse et néfaste pour la C.G.T.U. — Les sphères dirigeantes de la C.G.T.U. l'ont bien senti du reste. Autrement, on ne s'expliquerait point le besoin qu'elles ont éprouvé de faire une adjonction à la résolution d'orientation du Congrès.

Mais le P. entend que son rôle dirigeant soit reconnu sans réticence. Il précise, et ici il est logique, que ce rôle implique la subordination du mouvement syndical. Il est notoirement indispensable, dit-il dans son rapport sur l'activité syndicale (*Cahiers du Bolchevisme*, numéro spécial, janvier 30, p. 83) *que toutes les questions importantes qui doivent être débattues à la C. E. confédérale soient soumises auparavant à l'examen du C. C. ou de son bureau politique* ».

Après cela et d'autres passages tout aussi significatifs de ce rapport, qu'on ne vienne pas nous sortir cette balourdise que le rôle dirigeant du P. C. c'est tout simplement le droit — toujours reconnu par nous — pour les communistes de diriger les syndicats, pour peu que la confiance des camarades les place aux postes responsables. C'est tout autre chose, et nulle confusion n'est plus possible maintenant.

L'accord sur tous les terrains

La résolution adoptée au Congrès confédéral place la C.G.T.U. dans l'obligation de travailler étroitement avec le P. C. sur tous les terrains. A la Commission des résolutions du Congrès, il a été précisé que cette expression impliquerait le travail sur le *terrain électoral.* Depuis, Claveri, au Congrès de la 6e U. R. (29 décembre 1929) a affirmé que le P. ferait appel à l'appui financier des syndicats en matière électorale, et nous avons vu récemment la C.E. de la C.G.T.U. faire un appel en faveur de la liste du P.C. aux élections municipales de Saint-Denis. Nous voilà donc fixés, et il est évident que les choses ne s'arrêteront pas là. *Les syndicats seront entraînés à fond, dans l'arène électorale.* Mais pense-t-on que les syndiqués non communistes — les plus nombreux — consentiront volontiers à l'affectation des fonds syndicaux pour une propagande contraire à leurs vues politiques ? Pense-t-on même que les communistes qui ne sont pas des tards-venus au syndicat ne regimberont pas ?

Sans jouer aux prophètes, notre expérience de la vie syndicale nous permet d'avancer que *l'application de cette clause stupide aux prochaines élections législatives donnera, si nous n'y mettons bon ordre, le coup de grâce à la C.G.T.U.*

La radicalisation des masses

En attendant, nous craignons fort que le 1er mai prochain, au lieu de réaliser la grève politique de masse tant annoncée, ne représente comme suite au fléchissement de l'organisation combative du prolétariat qu'une journée inférieure aux premier mai précédents.

On stérilise l'action ouvrière par des mobilisations successives suivies d'échecs comme le 1er août et le 6 mars.

Non pas qu'il faille rejeter le principe des grandes démonstrations internationales de masse. Il importe, au contraire, d'habituer les prolétariats à lier, à coordonner, à concentrer leur action sur des objectifs précis afin de les entraîner un jour sur un vaste front de bataille à la lutte décisive.

Mais *une Internationale qui voudrait être prise au sérieux s'assurerait avant de décider un mouvement, que son appel sera entendu.* Elle ne se discréditerait pas en se lançant à corps perdu dans les aventures. A tout le moins, elle tiendrait compte de la diversité des situations. Et des dirigeants français qui auraient eu quelque poids et un peu de caractère lui auraient fait comprendre tout ce qu'avait d'inconsidérée une journée contre le chômage dans un pays qui compte — en forçant les statistiques — quelques milliers de chômeurs.

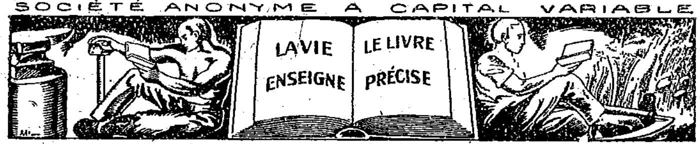
On évoque sans cesse la « radicalisation des masses ». On va même jusqu'à parler d'élan, d'essor révolutionnaire des masses. Mais dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche, la Pologne qui comptent des millions de chômeurs, qu'a donné la journée du 6 mars sans travail sérieux de préparation ? En Amérique seulement, il y a eu une certaine effervescence du fait que le chômage a pris récemment un nouveau caractère. A entendre Molotov, Losowsky, la question de la prise du pouvoir se poserait incessamment devant la classe ouvrière française et Gitton, secrétaire confédéral, envisage sans rire comme une éventualité proche l'instauration des Soviets en France.

Quelles exagérations ! Pourquoi se leurrer et leurrer les autres ? Pourquoi fermer les yeux ? *Il faut voir les choses telles qu'elles sont et non pas telles qu'on les désire.*

Qu'entend-on par « radicalisation » ? S'agit-il de montrer que les masses valent mieux que leurs chefs réformistes ? Nous en sommes. C'est juste et c'est nécessaire. S'agit-il d'affirmer qu'ici ou là des ouvriers jusqu'ici inertes ont secoué leur torpeur? Nous en sommes encore. Mais des affirmations de ce genre ont toujours pu être soutenues, et en ce sens si le mot « radicalisation » est nouveau, la chose est aussi vieille que la lutte ouvrière. Quant à affirmer que partout les masses sont en effervescence, qu'elles avancent d'un pas ferme dans la voie révolutionnaire, ainsi qu'il est dit dans les thèses de l'I.C. et de l'I.S.R., non, non, et non. C'est faux, archi-faux.

N'importe quel camarade, en ouvrant les yeux, est

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e)

TELEPHONE COMBAT 08-02 — R. C. 235.494 B — CHEQUE POSTAL PARIS N° 43,08

La Vie de la Librairie du Travail est en danger.

En danger, après plus de douze années de luttes pour maintenir un organisme de propagande et d'éducation révolutionnaire au service de l'ensemble du mouvement ouvrier.

En danger, malgré son stock important, dont l'écoulement régulier assurerait son existence.

Mais, presse et libraires nous boycottent, et seules des relations directes avec ceux que notre effort intéresse pourraient nous sortir de nos difficultés et nous permettre de poursuivre notre travail.

Cela ne se pourrait que par le développement du nombre de souscripteurs à nos éditions (ce qui permet de bénéficier de réductions de 20 à 40 0/0 sur les prix définitifs) et d'abonnés à notre « Colis Mensuel ». Nous en reparlerons.

Pour l'instant, c'est une aide immédiate **et efficace que nous demandons.**

Il ne s'agit pas, pour nous sauver, de sacrifice, mais d'un effort précis qui n'est pas au-dessus des possibilités de chacun.

Ce que nous proposons est simple.

Faire un choix dans la liste ci-jointe de nos éditions et des livres que nous possédons en nombre, et nous en passer commande aussi rapidement que possible.

Camarade lecteur, il est certainement des ouvrages que tu désires posséder, dans cette liste. Et il en est aussi que tu peux faire acquérir, autour de toi.

Montre donc cette liste aux camarades qui t'entourent, aux organisations dont tu fais partie. Réunissez-vous afin d'obtenir les conditions les plus réduites en groupant vos demandes. Tu comprends bien que les conditions spéciales que nous accordons pour faciliter la réussite de notre appel, sont aussi pour toi et tes camarades une occasion unique d'obtenir à des prix vraiment réduits, des œuvres que nul militant ouvrier ne devrait ignorer.

Nous comptons donc sur ton adhésion à notre propostion, dans la mesure de tes possibilités personnelles et locales, MAIS NOUS L'ATTENDONS SANS DELAI.

CONDITIONS DE VENTE

Réduction de	**20 0/0**	**sur**	**commande**	minimum **de**	**50**	**fr.**	**au prix**	**marqué, soit**	**net 40**	**fr.**
—	25 0/0	—	—	—	100	—	—	—	75	—
—	30 0/0	—	—	—	200	—	—	—	140	—
—	40 0/0	—	—	—	500	—	—	—	300	—

Pour toute commande de cent exemplaires d'un même titre, réduction de 40 0/0 ; par mille exemplaires, 50 0/0. Nous signalons particulièrement notre collection les « Bonnes Feuilles », dont les brochures à 0 fr. 25 peuvent être largement répandues.

Adresser commande par chèque postal : Paris, n° 43-08 (c'est le plus économique) en n'indiquant que les numéros d'ordre des ouvrages choisis.

1	*Antochkine.* — Le rôle des employés pendant la Révolution russe	0 10
2	*Appuhn.* — Spinoza	20 »
3	*Arcos.* — Pays du soir	9 »
4	*Barbusse.* — Le couteau entre les dents	3 »
5	*Barbusse.* — Lettre aux intellectuels	15 »
6	*Barnes.* — L'Angleterre et la guerre mondiale	18 »
7	*Beaulieu.* — Assassins, traîtres et faussaires ou la contre-révolution russe à l'œuvre	3 50
8	*Béranger.* — Déclaration au Conseil de Guerre	0 25
9	*Briand.* — La Grève générale et la Révolution	» 25
10	*Boussinot.* — Les Meskines	15 »
11	*Boyer (Irma).* — Louise Michel	12 »
12	*Brécot.* — La grande grève de mai 1920	2 »
13	*Brizon.* — Histoire du travail et des travailleurs	18 »
14	*Challaye.* — Un aspirant dictateur : André Tardieu	0 50
15	*Chambelland.* — Vers un nouveau Congrès d'Amiens	0 75
16	*Chennevière.* — Ode à Jaurès	0 50
17	*Chennevière.* — Poème pour un enfant russe	0 50
18	*Charpentier.* — La Guerre et la Patrie	20 »
19	*Colin.* — La Belgique et la Guerre	10 »
20	*Converset.* — Trois ans de diplomatie secrète	6 75
21	*De Coster.* — La Légende d'Ulenspiegel	25 »
22	*Dalzeto.* — La Canonica	7 »
23	*Dalzeto.* — Notre maquis	7 »
24	*Dalzeto.* — Poèmes d'amour et de révolte	7 »
25	*Dalzeto.* — Ponte Novo	7 »
26	*Dalzeto.* — Soprana, héros corse	7 »
27	*Dalzeto.* — Terre délivrée	7 »
28	*Delbec.* — Syrie et Cilicie	1 50
29	*Demartial.* — L'Evangile du Quai d'Orsay	12 »
30	*Domanget.* — L'Instruction publique sous la Commune	1 50
31	*Duhamel.* — La Musique libératrice	2 »
32	*Dumoulin.* — Les Syndicalistes français et la guerre	0 50
33	*Dupin (Ermenonville).* — La Chronique d'Ermenonville	12 »
34	*Dupin (Ermenonville).* — Conférence sur les responsabilités de la guerre	2 »
35	*Dupin (Ermenonville).* — Maquette d'un journal ultra-nationaliste	0 60
36	*Dupin (Ermenonville).* — Poincaré et ses « Souvenirs politiques »	2 »
37	*Dupin (Ermenonville).* — Le Règne de la bête	7 »
38	*Dupin (Ermenonville).* — Réponse à Poincaré	1 »
39	*Dupin (Ermenonville).* — Les Robinsons de la Paix	9 »
40	*Dupin (Ermenonville).* — Sur les Responsabilités de la Guerre	0 25
41	*Ebray.* — « Chiffons de papier »	20 »
42	*Forel.* — Philosophie populaire	2 »
43	*de Gaultier.* — Nietzsche	20 »
44	*Génold.* — L'Eglise et la Guerre	0 75
45	*de Givry.* — Le Christ et la Patrie	7 50
46	*Gorki.* — La Révolte des Esclaves	0 25
47	*Gorki.* — La Vie	0 25
48	*Gouttenoire de Toury.* — Poincaré a-t-il voulu la Guerre ?	9 »
49	*Gouttenoire de Toury.* — Viviani et Poincaré font fi de la vérité	1 50
50	*Guétant.* — Rapport sur le traité de Versailles et les responsabilités de la guerre	2 »
51	*Guillaume.* — Etudes révolutionnaires (2 volumes)	24 »
52	*Guillaume.* — Idées sur l'organisation sociale	1 50
53	*Guillaume.* — L'Internationale, Documents et Souvenirs, 1864-1878, tomes 2, 3 et 4	60 »
54	*Hamon.* — Les leçons de la guerre mondiale	32 »
55	*Hubert.* — D'Holbach et ses amis	20 »
56	*Jouhaux.* — Morceaux choisis	0 25
57	*Kropotkine.* — Aux jeunes gens	0 25
58	*Laforge.* — Le film 1914 (album de dessins)	15 »
59	*Larreguy de Civrieux* (Louis) — Mea culpa	0 25
60	*Larreguy de Civrieux* (Marc). — La muse de sang	3 »
61	*Lazare.* — A l'origine du mensonge	8 »
62	*Lefebvre* (Raymond). — L'éponge de vinaigre	3 »
63	*Lefèbvre* (Raymond). — L'Internationale des Soviets	0 25
64	*Lénine.* — Œuvres complètes (1re série, tomes 4, 7, 13 et 20)	240 »
65	*Liebknecht.* — Lettres du front	6 »
66	*Lissagaray.* — Histoire de la Commune de 1871	25 »

67	*Loriot.* — Problèmes de la révolution prolétarienne	3 »
68	*Loriot.* — Un an après Tours	0 40
69	*Losovsky.* — Le rôle des syndicats russes dans la Révolution	0 30
70	*Louzon et Pascal.* — Carte murale de l'U. R. S. S. politique et économique (100 × 130)	15 »
71	*Louzon.* — La déchéance du capitalisme	0 50
72	*Louzon.* — Deux grands courants du capitalisme moderne : Impérialisme et Nationalisme	1 50
73	*Louzon.* — L'économie capitaliste	9 »
74	*Luxembourg.* — Lettres de la prison	2 50
75	*Marchand.* — Condamnation d'un régime	4 »
76	*Margueritte.* — Appel aux consciences	2 »
77	*Martinet.* — La maison à l'abri	15 »
78	*Martinet.* — La nuit	5 50
79	*Martinet.* — Les temps maudits	6 »
80	*Marty.* — Les révoltes de la mer Noire (2 volumes)	13 »
81	*Marx.* — Le capital (14 volumes)	168 »
82	*Marx.* — Histoire des Doctrines économiques (8 volumes)	96 »
83	*Marx (Henry).* — L'enfant maître	5 »
84	*Marx (Magdelaine).* — Une grande grève aux Etats-Unis : Passaïc 1926	1 50
85	*Matveev.* — Les hommes du 1905 russe	12 »
86	*Michon.* — L'Alliance franco-russe	25 »
87	*Miglioli.* — Le village soviétique	15 »
88	*Miglioli.* — Il villaggio sovietista	13 50
89	*Monatte et Rosmer.* — Un coup d'œil en arrière	1 50
90	*Montandon.* — Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviques	20 »
91	*Montgelas.* — La question des responsabilités	1 25
92	*Montgelas.* — Un plaidoyer allemand	12 »
93	*Morhardt.* — Les preuves	13 50
94	*Most.* — La peste religieuse	0 25
95	*N...* — L'activité de l'Internationale Syndicale rouge	7 50
96	*N...* — L'affaire Ourdia	1 »
97	*N...* — D'Amiens à Bourges (contient la motion d'Amiens)	0 50

Collections de revues

98	*N...* — L'Avenir International (1918-1920)	40 »
99	*N...* — Le Bulletin Communiste (1925-1930)	48 »
100	*N...* — Les Cahiers du Travail (1921), reliure pleine, toile noire	30 »
101	*N...* — Clarté (1921-1927). — Le n° 1 de chacune des deux séries manque	325 »
102	*N...* — Contre le Courant (1927-1929)	45 »
103	*N...* — Les crucifiés (1920). — Nos 1, 2, 3 et 6	4 35
104	*N...* — La Forge (1917-1919)	100 »
105	*N...* — Les Humbles (1913-1929)	280 »
106	*N...* — La Lutte de classes (1928-1929)	45 »
	N... — Les Petits bonshommes (1925) :	
107	Série A, couverture cartonnée illustrée	10 »
108	Série B, couverture cartonnée illustrée	10 »
109	Série C, couverture cartonnée illustrée	10 »
110	Les trois séries cartonnées en un volume	20 »
111	*N...* — La Plèbe (1917)	10 »
112	*N...* — La Révolution Prolétarienne. (1925-1929)	200 »
113	*N...* — The Masses of India (1925-1928)	60 »
114	*N...* — La Vie économique des Soviets (1925-1929)	350 »

115	*N...* — Congrès de l'Internationale Syndicale rouge : 1er, 2e, 3e et rapport au 3e (4 volumes)	14 25
116	*N...* — L'expulsion de Trotsky	0 25
117	*N...* — Les faussaires contre les Soviets	12 »
118	*N...* — A propos de la guerre qui vient	10 »
119	*N...* — Hommage à Lénine	0 25
120	*N...* — Le parti socialiste italien et la guerre	0 25
121	*N...* — Pédagogie prolétarienne	5 »
122	*N...* — Poèmes contre la guerre	3 50
123	*N...* — Poésies pour les enfants	3 »
124	*N...* — Pour la culture prolétarienne par l'écrit	0 50
125	*N...* — Pour la propagande minoritaire (1921)	0 30
126	*N...* — Les Précurseurs (pochette de dix cartes postales)	1 50
127	*N...* — Le Premier mai à travers le monde	0 30
128	*N...* — Presse et Diplomatie (en préparation)	20 »
129	*N...* — La presse vendue	0 25

130 *N...* — La République du Travail. En Russie rouge (album de photograph.) 8 »

131 *N...* — Les syndicats textiles dans la Révolution 0 30

132 *N...* — Terreur blanche et terreur rouge 0 10

133 *N...* — Un livre Noir 1910-1917. Diplomatie d'avant-guerre et de guerre d'après les documents des Archives russes (les deux derniers volumes paraîtront en 1930) 120 »

134 *N...* — Un souvenir par jour... Petit calendrier prolétarien 1 »

135 *N...* — L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques 3 »

136 *Nansen.* — La famine en Russie 0 25

137 *Nguyen-aï-Quôc.* — Le procès de la colonisation française 5 »

138 *Noguères.* — Le suicide de Philippe Daudet 12 »

139 *Okhotnikov et Batchinsky.* — La Bessarabie et la paix européenne 12 »

140 *Okounev.* — Les cent-deux 0 25

141 *Pelloutier.* — Le Congrès général du parti socialiste français (1899) 1 »

142 *Pelloutier.* — Histoire des Bourses du Travail 12 »
(Existe relié pleine toile noire, supplément : 8 francs net).

143 *Pelloutier.* — Les syndicats en France 0 30

144 *Pevet.* — Les traités 1 50

145 *Pillet.* — Les aventures de Pierrot 15 »

146 *Pistrak.* — Les problèmes fondamentaux de l'école du Travail 5 »

147 *Pouget.* — L'action directe 0 30

148 *Pouget.* — Les bases du syndicalisme 0 30

149 *Pouget.* — Le Parti du Travail 0 30

150 *Pouget.* — Le syndicat 0 30

151 *Primus.* — L'impérialisme et la décadence capitaliste 3 »

152 *Rakovski.* — Roumanie et Bessarabie 8 »

153 *Rappoport.* — Le parti socialiste français et la IIIe Internationale 0 50

154 *Rappoport.* — Précis du communisme 0 75

155 *Reclus (Elisée).* — Correspondance (3volumes). 45 »
(Existe relié pleine toile noire, supplément par volume : 8 francs net.)

156 *Romain-Rolland.* — Aux peuples assassinés 0 25

157 *Romains.* — Une simple histoire (1er mai 1907) 0 25

158 *Sadoul.* — Nouvelle lettre (1918) 0 50

159 *Sadoul.* — Vive la République des Soviets 0 80

160 *Scherz.* — Le dixième cercle de l'enfer 4 90

161 *Société d'études documentaires et critiques sur la guerre.* — L'Angleterre a voulu la guerre 5 »

162 *Société d'études documentaires et critiques sur la guerre.* — Les origines de la guerre 2 50

163 *Société d'études documentaires et critiques sur la guerre.* — Les savants américains devant le problème des origines de la guerre 4 »

164 *Souvarine.* — La IIIe Internationale 1 »

165 *Talès.* — La Commune de 1871 12 »

166 *Ténars.* — Le curé Bourgogne 12 »

167 *Thierry.* — Réflexions sur l'éducation (existe relié pleine toile noire, supplément : 8 francs net) 15 »

168 *Thierry.* — Le Révélateur de la douleur 20 »

169 *Trotsky.* — Cours nouveau 4 »

170 *Trotsky.* — La défense de l'U. R. S. S. et l'opposition 3 »

171 *Trotsky.* — Le drame du prolétariat français 0 25

172 *Trotsky.* — Lénine 12 »

173 *Trotsky.* — Les problèmes de la guerre civile 1 50

174 *Trotsky.* — La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste 3 »

175 *Trotsky.* — Vers le capitalisme ou vers le socialisme 3 50

176 *Un groupe de professeurs et d'instituteurs.* — Nouvelle Histoire de France (cartonné) 9 »

177 *Vaillant-Couturier.* — Trains rouges 9 »

178 *Victor-Serge.* — L'An I de la Révolution russe 20 »

179 *Victor-Serge.* — Les coulisses d'une Sûreté Générale 5 »

180 *Victor-Serge.* — Lénine 1917 2 »

181 *Victor-Serge.* — Vie des Révolutionnaires 1 »

182 *Victor-Serge.* — La Ville en danger 3 »

183 *Ville.* — L'honnête homme confondu 0 25

Imprimerie J.-J. DURAND, 7, Rue Cadet, Paris (9e)

obligé de convenir qu'il n'y a pas de radicalisation dans son coin ; malheureusement, le bluff inconsidéré des rédacteurs de *l'Humanité* tend à lui faire croire dur comme fer qu'il n'en est pas de même ailleurs. Il suffit d'avoir des renseignements de n'importe quelle région, même secouée par des récentes grèves, pour se rendre compte qu'il en est ainsi du Nord au Midi, là comme ailleurs.

Prenons la France. On argue en faveur de la radicalisation le grand nombre de grèves qui ont éclaté au cours de l'année 1929. Or, si l'on consulte les statistiques de grèves, officielles ou ouvrières, les unes sous-estimant, les autres surestimant, il est indubitable que l'année 1929 ne diffère pas sensiblement de l'année précédente et comme total de grèves et comme nombre de grévistes. Il est patent aussi que les années 1923-1924 surtout 1919-1920 représentent une poussée gréviste autrement importante. En 1929 avec 900 à 1.000 grèves, 4 à 500.000 grévistes, nous sommes loin des 2.000 grèves et des 12 à 14 cent mille grévistes ! Et pourtant, à cette époque, on ne parlait pas de « radicalisation des masses » !

D'autres estiment que la radicalisation est ou sera la résultante de l'aggravation de l'exploitation patronale. Ce raisonnement qui paraît logique à première vue, ne résiste pas à l'épreuve des faits. L'exemple de l'Amérique est là pour nous montrer que la pire exploitation n'entraîne pas nécessairement la radicalisation.

Quant à l'argumentation qui vise à donner aux grèves un caractère de radicalisation du fait de la mise des forces coercitives de l'Etat au service du patronat, on ne saurait s'y arrêter. Il ne faut rien connaître à l'histoire des conflits de classe tachés de tant de sang ouvrier pour insister à ce sujet.

Comment ? C'est à l'heure où le P.C. et la C.G.T.U. perdent leurs effectifs, où le P.S. et la C.G.T. reprennent pied dans des régions importantes, c'est au moment où l'on voit supprimer le peu qui restait de la presse révolutionnaire de province, où la B.O.P. a dû fermer, où le tirage de *l'Huma* piétine, décline peut-être, où la capacité du prolétariat de la région parisienne est sérieusement ébranlée, où les masses n'arrivent pas à réagir sur un large front de bataille contre l'emprisonnement de leurs militants, la rationalisation et les préparatifs de guerre, qu'on nous ressasse ce refrain ! *Il ne s'agit pas de se gargariser avec de grands mots, de se laisser éblouir par de grands titres. Il faut réfléchir, regarder autour de soi.*

La « politisation des grèves »

La direction actuelle de la C.G.T.U., en dépit de ses rodomontades, sent très bien, du reste, que les masses sont loin d'être « radicalisées ». C'est pourquoi elle éprouve le besoin de « politiser les grèves », afin d'élever par sa propre action le niveau trop faible des conflits ouvriers.

Ici encore, nos néo-Christophe Colomb du monde social croient découvrir avec un mot nouveau plutôt barbare une chose nouvelle.

Comme ils se trompent ! *Depuis qu'il y a un mouvement syndical, les révolutionnaires ont toujours cherché, par delà chaque conflit local, à faire découvrir aux travailleurs toute l'ampleur de l'horizon social.* Rien de mieux. Mais pour réussir en ce sens, il *faut savoir s'inspirer des circonstances*, il ne faut pas d'emblée brûler les étapes et jouer au matamore.

Actuellement, il n'est pas douteux que le *meilleur moyen de faire échouer une grève, c'est de la proclamer politique.* Au surplus, si l'on s'en rapporte aux thèses de Losowsky et de Thaelman lors du X[e] Plenum, la « politisation des grèves » n'a pas pour but de développer la conscience révolutionnaire des grévistes, mais d'assurer dans les conflits économiques l'hégémonie du parti.

Les faits ont leur éloquence. Depuis septembre, c'est un bilan désastreux que représente la liste des grèves déclanchées ou dirigées par le P.C. et la C.G.T.U.

La répression

Il est des camarades qui reconnaissent volontiers que nous sommes dans le vrai et qui seraient prêts à combattre la direction confédérale. Toutefois, ils se trouvent arrêtés par la répression : « Au moment, disent-ils, où les gouvernants bourgeois redoublent de violence contre la C.G.T.U., nous devons taire nos critiques et nous serrer autour des chefs sous les verrous ».

Croient-ils donc, ces camarades, que nous ne sommes pas d'accord avec eux pour considérer comme l'une de nos tâches primordiales, la libération de tous les emprisonnés de classe ? Nous avons su prouver à maintes reprises que nous savons oublier les questions de tendance devant la répression gouvernementale.

Mais ne voit-on pas *où mène un tel raisonnement? Tout droit à la suppression de la plénitude de la discussion, au sein du mouvement syndical révolutionnaire, car c'est le propre de ce mouvement d'être toujours sous le coup de la répression.*

Après Villeneuve-Saint-Georges, quand le prolétariat fit le bilan tragique de la répression du « Tigre », on compta : 14 morts, 317 blessés, 312 révoqués et 148 ans de prison. Est-ce que cette répression féroce empêcha jamais la libre critique dans la C.G.T. révolutionnaire d'alors ? Est-ce qu'elle entrava la lutte de l'opposition confédérale d'alors ? Est-ce que les bolcheviks russes du temps du tsar s'arrêtaient un seul instant à faire la critique des erreurs, des fautes ou faiblesses des militants déportés en Sibérie ? Allons donc !

Dans l'intérêt du mouvement ouvrier, il ne faut pas permettre que la répression prive les organisations de toute vie intérieure.

Quant à la condition d'une lutte efficace contre la répression, nous la trouvons dans le renforcement du mouvement révolutionnaire et en particulier de la C.G.T.U. Et la condition préliminaire à ce renforcement, c'est la victoire de notre lutte oppositionnelle.

Accords et divergences

Après avoir pris connaissance de nos critiques et de nos réserves, plus d'un camarade ne manquera pas de dire : « Mais enfin, quelles sont vos perspectives ? »

Nous estimons *qu'on abuse des « larges perspectives » à la direction de la C.G.T.U.*, et à celle du P.C., ce qui fait trop souvent perdre de vue les tâches pratiques les plus élémentaires. Mais nous n'entendons pas nous dérober à la question posée.

Sans optimisme béat, sans scepticisme décevant, sans œillères, en examinant la situation en marxistes, nous nous sommes trouvés *d'accord avec la plate-forme de l'I.S.R.* sur les points suivants : Aggravation des contradictions impérialistes, des menaces de guerre et d'agression à l'égard de l'U.R.S.S., caractère esclavagiste de la rationalisation, rôle de briseurs de grèves et intégration à l'appareil d'Etat bourgeois des chefs confédérés, fascisme larvé de la démocratie bourgeoise, caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la social-démocratie, nocivité des illusions démocratiques et du pacifisme bêlant, défense sans réserve de l'U.R.S.S., accentuation de la répression au cours de la dernière année.

Nos divergences portent sur la radicalisation des

masses, la politisation des grèves, le rôle dirigeant du Parti tel qu'il est compris maintenant, l'imminence de la guerre affirmée déjà depuis plusieurs années. Notre lutte porte surtout contre la transposition mécanique et bête sur le terrain syndical des méthodes, des pratiques, des mots d'ordre et de la phraséologie creuse des bavards incapables à la direction du P. C., contre le bluff, le mensonge, les procédés de violence, les injures qui dégradent la classe ouvrière, contre la violation de la démocratie syndicale, les exagérations, les cris hystériques, le goût de l'aventure qui discréditent et finalement ruinent une grande organisation. Le prolétariat révolutionnaire de ce pays, qui a toute une tradition héroïque de lutte, vaut beaucoup mieux que tout cela.

Notre position

On ne manquera pas de nous traiter dédaigneusement de « centristes » et de nous représenter comme des « conciliateurs », des « fatigués », des « opportunistes », des « capitulards », des « défaitistes », des « contre-révolutionnaires », etc..., etc... Peu nous chaut.

Cependant, si l'on veut nous classer à tout prix, nous dirons que *les ultra-gauchistes de la phrase qui affectent de se placer à l'extrême-gauche ne sont nullement à notre gauche. Ils sont, en fait, des auxiliaires de la bourgeoisie, des contre-révolutionnaires, puisque toute leur action a pour effet de démolir les organisations de classe.*

Pour tout dire, nous avons l'impression très nette que si une nouvelle crise survenait — comme celle de 1914 — ce ne sont pas les éléments actuels, trop versatiles et trop souples pour avoir le tempérament révolutionnaire, qui représenteraient les centres de cristallisation pour la résistance.

A la base de notre double opposition, aux minoritaires d'un côté et aux majoritaires de l'autre, il y a notre *ferme volonté d'attachement à la C.G.T.U. et à l'I.S.R. malgré leurs erreurs et leurs fautes. Avant tout, nous sommes guidés par l'intérêt de la C.G.T.U.*

Sauvons la C. G. T. U.

Qui profitera de cette crise ? C'est la question fondamentale que nous nous sommes posés. La réponse n'est pas douteuse, hélas ! Ce serait la bourgeoisie, ce serait la C.G.T. si l'action nécessaire n'était pas entreprise immédiatement.

Pour enrayer les tentatives de passage à l'autonomie, pour balayer la direction actuelle si néfaste de la C.G.T.U., nous demandons à tous les militants, à toutes les organisations syndicales de réagir, de résister, d'organiser une opposition conséquente sur la base de notre plate-forme.

Il faut sauver le syndicalisme unitaire de lutte de classe.

Il faut sauver la C.G.T.U.

LE BUREAU FÉDÉRAL.

Nous avons reçu :

H.-D. THOREAU : *Un philosophe dans les bois.* Traduction de R. Michaud et S. Davis. 18 fr. (Boivin.)

ANDRÉE VIOLLIS : *Tourmente sur l'Afghanistan.* 15 fr. (Valois.)

N. KROUPSKAIA : *Souvenirs sur Lénine.* 9 fr. (Bureau d'éditions.)

MARCELLE RICHARD : *Le travail à domicile.* 1 fr. (Brochure éditée par les Groupes féministes de l'enseignement laïque; adresser les demandes à Mme S. Durand, 78, Chemin du Vallon de l'Oriol, Marseille.)

ANDRÉ PHILIP : *L'Inde moderne.* 18 fr. (Alcan.)

VUE D'ALLEMAGNE

L'Opposition communiste et le mouvement syndical

Accompagné d'une grande réclame dans les journaux du Parti communiste allemand, dans ceux de l'Internationale communiste et dans ceux de ses diverses sections, le prétendu « Congrès de l'Opposition révolutionnaire des Syndicats allemands » s'est tenu à Berlin, le 30 novembre et le 1er décembre 1929. A sa suite, au cours de janvier et de février 1930, toute une série de congrès régionaux de l'Opposition révolutionnaire syndicale ont eu lieu dans les différentes régions de l'Allemagne.

Tous les syndiqués militants des pays autres que l'Allemagne, auxquels leur situation ne permet pas de juger de près des causes, des forces et des effets de ces congrès, ont intérêt à connaître exactement les conditions du mouvement syndical allemand. Ce que voudront savoir avant tout ces camarades de l'étranger, c'est *si les syndicats allemands se trouvent en présence de la scission*; si les faits qui se sont déroulés, au cours de 1921, en France et en Tchécoslovaquie, sont sur le point de se reproduire en Allemagne.

Avant de leur répondre, il est nécessaire de leur exposer deux choses. D'une part, ce qu'est le mouvement syndical allemand dans son ensemble, sa structure, son activité, autrement dit sa politique et sa tactique, sa position dans la lutte de classes. D'autre part, ce qu'est l'Opposition révolutionnaire syndicale, son organisation, ses forces et sa tendance. Venons-en au premier point.

Le mouvement syndical allemand dans son ensemble.

Depuis des dizaines d'années, le mouvement syndical allemand comprend, outre des groupements sans importance, quatre organisations principales :

1° L'organisation dite « libre » (sociale-démocrate) ;

2° Les syndicats Hirsch-Dunker (démocrates bourgeois) ;

3° Les syndicats chrétiens (catholiques, dominés politiquement par le parti du Centre) ;

4° Les syndicats dits « neutres » ou « nationaux » (particulièrement forts chez les fonctionnaires de l'Etat et des communes)...

La première organisation, celle des syndicats libres, est de beaucoup la plus puissante. Elle compte aujourd'hui, en chiffres ronds, 5 millions et demi d'adhérents. Il faut noter qu'en Allemagne tous les syndiqués ont à payer une forte cotisation hebdomadaire, acquittée par un timbre. Et celui qui reste 6 ou 8 semaines, 13 au plus, sans rien verser, est rayé.

Les syndicats libres sont rassemblés en trois groupes : l'A. D. G. B. (Allgemeinen Freien Gewerkschaftsbund = Ligue Générale des Syndicats libres), qui réunit les syndicats de travailleurs manuels et compte actuellement 5 millions de membres; — l'A. F. A. (Allgemeinen Freien Angestelltenbund = Ligue Générale des Employés Libres), qui embrasse les employés commerciaux et techniques et comprend 400.000 membres; — enfin l'A. D. B. (Allgemeinen Deutsche Beamtenbund = Ligue Générale

des Fonctionnaires Allemands), avec environ 150.000 membres.

Au point de vue de l'organisation, les syndicats des autres tendances sont établis sur les mêmes bases que les syndicats libres. Les syndicats chrétiens ont au total 1 million de membres, les Hirsch-Dunker 500.000, la tendance neutre nationale (représentée principalement par la D. B. B. = Deutschen Beamtenbund = Ligue des Fonctionnaires Allemands), 1 million. Il y a aussi une organisation syndicale polonaise, avec environ 25.000 adhérents, surtout des mineurs de langue polonaise, travaillant dans la Ruhr ou la Haute-Silésie. Et il y a encore les groupes dit « syndicalistes », dont on évalue les adhérents de 20 à 40.000. Ils ne sont pas à comparer avec les syndicalistes français, ne jouent qu'un rôle tout à fait secondaire et ont un caractère purement sectaire. On peut ajouter quelques petits syndicats dualistes, orientés vers le communisme, tels que l'« Union industrielle du Bâtiment » et l'« Union industrielle du Vêtement ». Ce sont les vestiges des syndicats communistes des années 1923-24. Parce qu'ils n'ont pas suivi, en 1925, l'évolution du Parti communiste allemand et ne se sont pas dissous, ils se trouvent en opposition aiguë avec ce parti. Au total, sur 18 millions d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires syndicables en Allemagne, 8 millions environ sont organisés.

De ce qui précède, il ressort clairement que les syndicats libres, et particulièrement parmi eux l'A. D. G. B., représentent le facteur syndical le plus important, le facteur *décisif*. C'est dans l'A. D. G. B. que sont organisés la grande majorité des ouvriers révolutionnaires communistes. Dans l'A. D. G. B., et partiellement aussi dans l'A. F. A., luttent depuis 1918 les deux tendances, la tendance sociale-démocratique d'Amsterdam d'une part, et l'opposition communiste révolutionnaire d'autre part. Elles luttent pour conquérir la majorité et la direction des syndicats libres. Dans les autres centrales syndicales, il n'existe autant dire aucune opposition révolutionnaire.

La forme d'organisation, la ligne politique et la tactique de l'A. D. G. B.

Les syndicats constituant actuellement l'A.D.G.B. furent créés durant les années 1865 à 1868. Mais ce ne fut qu'après la « Loi contre les socialistes », en 1890, qu'ils devinrent réellement de fortes organisations. Dès le début, les syndicats de l'A. D. G. B. furent étroitement liés au Parti social-démocrate. D'une façon générale, les chefs du Parti furent les fondateurs et les dirigeants des syndicats libres. Il faut remarquer qu'à cette époque, tout au moins à partir de 1875, il n'existait en Allemagne qu'*un seul parti* ouvrier nettement socialiste.

Les syndicats furent établis partout sur une base centraliste, s'étendant à tout l'Empire, et sur le principe de l'union *par industrie*. C'est la forme d'organisation qui prévaut encore aujourd'hui. Cela veut dire que chaque union industrielle, le Syndicat des Métaux, par exemple, ou celui du Bâtiment, a pour instance décisive la plus haute et pour *toutes* les questions, qu'il s'agisse de grève, de boycott, de distribution de secours, etc., un comité central, élu par les délégués à un congrès qui se tient régulièrement tous les deux ans. Dans chaque ville prise à part existe une administration locale ou régionale (Ortsverwaltung), ayant sa direction particulière, élue, il est vrai, par les adhérents locaux ou régionaux, mais tenue d'agir entièrement dans le cadre des statuts et selon les instructions du centre. Et même aujourd'hui, dans beaucoup de syndicats, tous les fonctionnaires syndicaux locaux sont désignés par le Comité central, les adhérents locaux n'ayant que le droit de les proposer.

Tous les syndicats d'industrie, — leur nombre actuel est de 34, — sont groupés dans l'A. D. G. B. A la tête de celle-ci, est un comité formé de 13 membres, dont la plupart sont en même temps présidents de syndicat. Mais le comité de l'A. D. G. B. n'a vis-à-vis des syndicats industriels adhérents aucun pouvoir d'exécution. Les relations entre eux et lui sont basées sur la volonté libre.

Comme ils le sont nationalement, les syndicats de l'A. D. G. B. sont groupés localement dans des cartels locaux (Ortskartelle). L'adhésion à ces cartels n'est pas obligatoire. Mais le Comité local, composé de délégués élus par les organisations locales adhérentes, est soumis au comité de l'A. D. G. B. et peut être par lui dissous ou modifié.

Tant que l'ensemble du mouvement syndical se tint sur le terrain de la lutte de classes et de l'opposition de principe à l'Etat capitaliste, — ce fut le cas général jusqu'en 1914, — cette forme d'organisation centraliste rigide fut bonne, même au point de vue révolutionnaire. Mais, depuis 1914, les dirigeants du Parti socialiste allemand et de l'A. D. G. B. ayant prêché la collaboration avec le capital et *défendu l'Etat bourgeois*, le mouvement des syndicats libres a dû, *sous leur direction sociale-démocrate*, prendre un caractère contre-révolutionnaire. Toute la politique de contre-révolution et de trahison ouvrière du Parti socialiste depuis 1914, particulièrement au cours des luttes de 1918 à 1920, n'a été et n'est encore possible que grâce à l'appui fourni par l'appareil syndical, que dominent les réformistes. C'est grâce à la possession de cet appareil qu'ils peuvent soutenir leur conception de paix sociale, qu'ils empêchent et sabotent, dans l'intérêt de leur politique de collaboration et de conciliation, toute lutte et toute grève qui les gêne.

La lutte de l'Opposition révolutionnaire

Celui qui connaît bien le mécanisme de l'appareil syndical allemand peut seul comprendre également les formes, les méthodes et les possibilités de succès de l'Opposition révolutionnaire. On s'explique, tout en n'approuvant pas, que les ouvriers communistes révolutionnaires, après 1918, aient essayé, dans leur haine légitime contre l'appareil central social-démocrate des syndicats, d'établir des syndicats nouveaux, révolutionnaires et « meilleurs ». Mais toute tentative de ce genre échoua, devait échouer, parce que les grandes masses du prolétariat étaient loin d'être aussi avancées que sa fraction révolutionnaire, relativement petite. Pour ces grandes masses, le mouvement des syndicats libres était toujours le mouvement socialiste. Et, pendant que des groupes révolutionnaires s'efforçaient de créer de nouveaux syndicats, des millions d'ouvriers entraient dans les anciens. De 2 millions de membres fin 1918, les syndicats libres montèrent à 8 millions courant 1920. Par sa tactique, l'avant-garde révolutionnaire s'isolait de la grande masse. La direction du Parti communiste vit le danger, et, en 1919, elle prit fermement position pour le maintien des communistes dans les syndicats anciens et pour leur travail *à l'intérieur* de ceux-ci. Dans le même sens, et avec la plus grande énergie, Lénine agit par sa brochure bien connue : « Le gauchisme, maladie infantile du communisme ». A compter de ce moment, toute la tactique de l'Opposition révolutionnaire fut tournée vers la conquête des syndicats libres, et, jusqu'en

1923, cette tactique remporta des succès toujours plus grands. Malgré toutes les mesures de résistance que prirent les réformistes, malgré des exclusions massives de militants syndiqués oppositionnels, le nombre des directions locales et régionales enlevées par l'opposition grandit sans cesse. Le chiffre des voix de l'opposition montait à chaque élection, si bien qu'en 1923 la moitié au moins des syndiqués étaient avec elle. En de nombreux cas, l'opposition imposa, contre la volonté des comités centraux, le déclanchement de luttes violentes et de grèves. Et toute l'opposition de l'A. D. G. B. marchait sous la direction du Parti communiste allemand, les bureaucrates tentant de provoquer des scissions pour lui faire obstacle.

Mais l'année 1924 arriva, amenant un changement de tactique de la direction du Parti communiste allemand, une rechute de l'opposition dans l'infantilisme gauchiste. L'Opposition se laissa prendre aux provocations de l'A.D.G.B., entraîner aux scissions et à la création de nouveaux syndicats. Cette fois déjà, la *question des Conseils d'entreprises* joua un rôle important. Il y eut déjà, en dépit des statuts syndicaux, des conseils d'entreprises « rouges » qui furent élus. La conséquence de cette année et demie de tactique ultra-gauchiste fut l'écroulement catastrophique de l'influence communiste oppositionnelle. La force des réformistes, en voie de disparition, recommença à croître.

En automne 1925, la « Lettre ouverte » de l'exécutif de l'Internationale communiste amena la liquidation de la tactique ultra-gauchiste. L'opposition revint à l'ancienne tactique, pratiquée jusqu'en 1923. Evidemment, les conditions n'étaient plus pour elle aussi favorables. Elle progressa de nouveau néanmoins, quoique plus lentement.

Ce fut alors que se produisit la nouvelle volte-face ultra-gauchiste du 4e Congrès de l'I.S.R. et du 6e Congrès mondial. En son entier, la « nouvelle » ligne n'était pas autre chose que le retour à la vieille tactique ultra-gauchiste de 1919 et de 1923-25. Les caractéristiques de cette « nouvelle » ligne en Allemagne sont :

1. — *L'opposition à ce qu'on nomme le « légalisme syndical »*. Cette opposition signifie pratiquement que le syndiqué « révolutionnaire » ne doit pas tenir compte des statuts, règlements et décisions des directions syndicales qui peuvent le gêner. Même au syndicat, il ne doit obéir qu'aux décisions de l'I.S.R., de l'Internationale communiste et de la direction du Parti communiste allemand.

2. — *La création de « directions de lutte révolutionnaires »* pour le déclanchement et la conduite des grèves *sous la direction du Parti Communiste allemand.* Autrement dit les syndiqués oppositionnels ne doivent plus, comme auparavant, lutter *au dedans* des syndicats, y prendre la tête des grèves et de l'action révolutionnaire. Ils doivent créer des « directions de lutte » *en dehors* des syndicats, en commun avec les inorganisés.

3. — *La formation partout de « listes rouges » aux élections pour les conseils d'entreprises.* Ici, un court exposé est nécessaire pour les camarades non allemands. D'après la loi sur les Conseils d'entreprises (Betriebsrätegesetz), dans toute entreprise occupant au moins 20 personnes, si les ouvriers et les employés le demandent, doit être élu au scrutin secret un conseil comptant de 5 à 20 membres, selon l'importance du personnel salarié. Pour ces élections, comme pour les élections parlementaires, les candidatures sont posées sans qu'il soit fait état de l'adhésion à un syndicat. C'est-à-dire que, d'après le texte de la loi, les syndicats n'ont rien à voir en l'affaire.

Mais les dirigeants syndicaux reconnurent, dès l'introduction des conseils, combien il était important pour eux de les avoir de leur côté. C'est pourquoi les congrès syndicaux adoptèrent des résolutions déclarant subordonnés aux instances syndicales tous les conseils d'entreprises formés par des syndiqués. Il fut décidé en même temps que tout membre d'un syndicat libre ne pourrait être candidat que sur une liste syndicale, établie par une réunion des adhérents ou des fonctionnaires du syndicat. C'était dire que tout syndiqué porté, par exemple, sur une liste communiste, sur une soi-disant « liste rouge » en compagnie d'inorganisés, serait exclu du syndicat.

Ces décisions réformistes, prises malgré l'opposition, étaient évidemment dirigées contre celle-ci. Elles avaient pour but de lui barrer la route, d'empêcher que la question : tactique révolutionnaire ou tactique réformiste, fût posée devant l'ensemble de la classe ouvrière. Grâce à l'institution des conseils d'entreprises, l'influence des instances syndicales réformistes devait se trouver renforcée.

Mais jusqu'en 1923, puis de 1925 à 1928, en dépit des difficultés, la tactique de l'opposition consista à rester dans les limites de ces résolutions gênantes et réactionnaires, à employer toute son énergie pour faire porter des ouvriers révolutionnaires sur les listes des syndicats libres. L'opposition se prononçait pour cette tactique parce que par elle seulement il lui était possible d'empêcher les nombreuses exclusions, de travailler *au dedans* des syndicats et d'y étendre son influence. L'expérience a montré qu'en agissant ainsi elle pouvait atteindre à de grands succès et, dans une mesure sans cesse croissante, gagner les masses à elle.

A cette heure, pourtant, comme il a été dit plus haut déjà, les dirigeants du Parti communiste allemans et de l'I.S.R. ont changé cette tactique, ont décidé que, *sans tenir compte des exclusions massives* que les syndicats pourraient opérer, les communistes et les ouvriers révolutionnaires *devaient* établir des listes rouges indépendantes. Tout communiste qui s'y refuse est exclu du Parti communiste allemand.

Il est clair que la réalisation de cette tactique ultra-gauchiste, dont nous venons d'esquisser les traits principaux, offre en tous points aux réformistes des directions syndicales l'occasion désirée d'exclure des syndicats tous les militants communistes et tous les ouvriers oppositionnels. Le résultat est qu'aujourd'hui l'influence oppositionnelle révolutionnaire dans les syndicats de l'A.D.G.B. est à peu près tombée à zéro.

Cependant, ce serait une erreur de croire que le Parti communiste allemand ait par contre augmenté son influence sur les inorganisés. Influer sur la grande masse des inorganisés et les entraîner, cette tâche ne peut être réellement accomplie que par une *organisation de masse*, c'est-à-dire une *organisation syndicale*. Plus forte serait l'influence de l'opposition révolutionnaire dans les syndicats, plus forte aussi son influence sur les inorganisés.

La « nouvelle tactique », si fausse soit-elle, serait au moins logique si elle concluait par le mot d'ordre : « Hors des syndicats libres, formons des syndicats nouveaux. » Mais, ce mot d'ordre, le Parti communiste allemand le rejette strictement *de sa propagande.* Aujourd'hui comme hier, c'est de « conquête des syndicats » qu'il parle, tout en travaillant pratiquement à la destruction des syndicats libres. Sa tactique, absurde déjà par elle-même, est rendue plus folle encore par cette complète contradiction.

Le Congrès d'Opposition syndicale révolutionnaire et ses conséquences.

Ce congrès fut présenté, par la presse communiste internationale officielle, comme un « tournant » du mouvement ouvrier allemand, comme un « événement historique ». Il n'a rien été de semblable. Congrès national et congrès régionaux n'ont été que manifestations tout à fait dépourvues d'importance. Ils n'ont absolument rien apporté de nouveau. Leurs longues résolutions n'ont été que de plates répétitions de celles depuis longtemps formulées, propagées et appliquées par l'I.S.R. et par le parti.

La raison unique et réelle du congrès, c'est l'échec de la nouvelle tactique, laquelle n'a nulle part mené au succès, mais partout à la défaite. Les conseils d'entreprises « rouges » élus çà et là, n'ayant derrière eux aucune *organisation* syndicale, ont obtenu moins de résultats encore que les conseils réformistes. Les centaines de « directions de lutte » créées n'ont pu, malgré bien du tapage, déclancher et mener que bien peu de grèves. Et là où elles l'ont fait, dans de petites entreprises ou dans des corporations limitées, le combat s'est *partout* terminé par une défaite catastrophique.

Création artificielle, le congrès devait donner au public et même à ses propres adhérents l'illusion d'un mouvement de masses. Il devait inspirer à ces derniers un nouvel espoir, une nouvelle foi en la réussite « certaine » de la tactique actuelle.

A la question : « Le congrès aura-t-il pour conséquence une scission générale des syndicats allemands ? » on peut répondre : « *Il n'y aura pas de scission générale, et cela parce que l'opposition syndicale révolutionnaire est beaucoup trop faible.* Elle-même a détruit, pièce à pièce, son ancienne forte influence. *C'est là la vraie raison pour laquelle sa direction ne donne pas le mot d'ordre de création de nouveaux syndicats. Si elle le donnait, elle ne serait suivie que par une faible partie des syndiqués.*

Le congrès a pourtant amené quelque chose : *de nouvelles exclusions massives* des syndicats, car tous les délégués qui y prirent part, ceux, du moins, qui étaient encore syndiqués, ont été exclus.

S'il est certain qu'aucune scission générale ne se produira, un grand nombre de *petites scissions* se produisent pourtant. L'an dernier déjà, comme conséquence de la « nouvelle » tactique, des scissions partielles et locales se sont produites chez les poseurs de tuyaux et les tourneurs sur métaux adhérents à l'Union des Métallurgistes de Berlin, chez quelques centaines de mineurs de la Ruhr, quelques centaines d'ouvriers textiles de la Saxe. Plus récemment, les groupes locaux des charpentiers et des cordonniers de Berlin ont également fait scission, et quelques autres groupes, à Berlin et ailleurs, sont sur le point de les imiter.

En général, ces scissions se déroulent comme suit : La direction oppositionnelle est exclue par le centre pour violation des statuts du syndicat. Sur instructions du Parti communiste, la majorité, très souvent encore la minorité seulement, des membres appartenant à l'opposition, prennent parti pour la direction exclue. Ils décident de ne plus cotiser au centre mais d'avoir leur caisse particulière. Un nouveau syndicat se trouve donc créé. Cependant, le Comité central, avec ceux qui lui restent fidèles, continue, — c'est-à-dire reconstitue — l'ancien groupe local, sous une nouvelle direction réformiste choisie par lui.

Il faut insister sur le fait que, jusqu'ici, *dans tous les cas de ce genre,* l'ancien groupe local réformiste a gardé, en fin de compte, la majorité des adhérents et que seule une petite partie des membres révolutionnaires et militants, qui gênaient beaucoup les réformistes, se trouve détachée. Ces scissions, provoquées *par eux,* mais réalisées par les « *révolutionnaires* », donnent donc aux réformistes complète satisfaction. *Chacune d'elles améliore la position syndicale des réformistes et isole les communistes de la masse.* Ainsi la « nouvelle » tactique, prétendue révolutionnaire, aboutit au résultat contraire à celui qu'elle prétend poursuivre.

En Allemagne, les conditions objectives sont certainement plus que mûres pour de vraies luttes révolutionnaires : trois millions et demi de chômeurs; une aggravation croissante de l'exploitation dans les usines, par des méthodes de rationalisation de plus en plus rusées ; la réaction politique dans tous les domaines ; la réduction des impôts payés par les possédants et l'élévation de ceux payés par les masses; bref, une situation qui soulève la colère de toutes les couches prolétariennes. Dans ces circonstances, une opposition révolutionnaire agissant adroitement amènerait aisément au front révolutionnaire des masses d'ouvriers social-démocrates. Mais il faut qu'une telle opposition existe. Il est évident que la puissance de la bureaucratie syndicale sociale démocratique doit être brisée pour que triomphe la révolution. Mais toutes les expériences enseignent qu'elle ne peut être brisée du dehors, qu'elle ne peut l'être que par la conquête des masses *au-dedans* des syndicats.

C'est là le point de vue de l'Opposition du Parti communiste allemand, et c'est pour cela qu'elle a été exclue du parti. Mais, parce qu'elle suit le seul chemin possible pour aller vers la révolution, elle grandit sans cesse et c'est elle, sans aucun doute, qui dirigera le combat syndical révolutionnaire de l'avenir.

A. Enderlé.

NOTES ÉCONOMIQUES

L'irrationnel de la " rationalisation "

A nouveau le cas du cuivre

Lors du déclanchement de l'actuelle crise mondiale, nous indiquions que celle-ci constituerait une épreuve pour les cartels. On verrait comme ils résisteraient à la crise, et de quelle manière leur existence influerait sur le cours de la crise.

Une première réponse vient d'être fournie par l'exemple du cuivre.

Nous avons déjà eu l'occasion de prendre, à propos de la rationalisation, l'exemple du cartel du cuivre, car c'est le cartel le plus caractéristique qu'on puisse trouver. C'est un cartel international, groupant la presque totalité des grandes mines de cuivre ; il a déjà près de quatre ans d'existence, d'existence sans nuages ; la matière première qu'il contrôle est l'une des plus importantes pour l'industrie depuis le grand développement pris par l'électricité; enfin, son organisation est très poussée, puisque c'est le cartel lui-même qui vend, à un prix fixe, la production de tous ses adhérents.

Or, nous avions alors signalé (1) que cette « rationalisation » de la production du cuivre n'avait nullement empêché, l'an dernier, une ascension verticale du prix de ce métal. Alors que les « rationalisateurs » clament qu'en substituant à la produc-

(1) Voir la *R. P.* du 15 juin 1929.

tion anarchique et à la vente libre des producteurs indépendants une production et une vente contrôlées par l'entente des producteurs, on régularise les prix, le cartel avait fait monter le prix du cuivre électrolytique de 14 cents en septembre 1928 à 24 cents en mars 1929, soit une augmentation de plus de 70 % en six mois, puis, le mois suivant, il le faisait retomber de 25 %.

Cependant, depuis lors, depuis avril 1929, le cartel avait maintenu son prix stable : 18 cents la livre de cuivre. Il avait maintenu ce prix malgré la crise, malgré la baisse qui avait frappé les prix de toutes les matières premières depuis que le krack d'octobre à la Bourse de New-York avait donné le signal de la crise.

Ce maintien du prix du cuivre, alors que tout baissait, équivalait en fait à un renchérissement du cuivre, ce qui ne pouvait qu'augmenter la diminution des demandes de ce métal. Aussi les mines durent-elles réduire leur production de près d'un quart par rapport à l'année dernière. Mais elles avaient beau réduire leur production, les stocks n'en continuaient pas moins à augmenter, les consommateurs de cuivre persistant à ne plus acheter du cuivre à 18 cents la livre.

Qui allait lâcher le premier ? Le cartel ou les consommateurs? La production, rationalisée, concentrée en un seul organisme, — ou bien la foule anarchique des consommateurs ? L'année dernière, le cartel avait montré qu'il pouvait, en une période de grande activité industrielle, faire monter les prix comme il voulait, ce qui, à vrai dire, n'était pas très difficile ; allait-il, maintenant, réussir cette chose beaucoup plus difficile, d'empêcher, en période de crise, le prix de baisser. Il avait pu faire la hausse quand les circonstances étaient favorables à la hausse ; allait-il pouvoir empêcher la baisse quand les circonstances poussaient à la baisse ? Si oui, il ferait la preuve de l'utilité de la « rationalisation », il démontrerait qu'un cartel peut, jusqu'à un certain point, régulariser, rationaliser l'économie capitaliste, que, grâce à lui, celle-ci peut peut-être devenir quelque chose d'à peu près raisonnable.

Mais cette preuve, le cartel du cuivre ne l'a pas faite ; il vient, tout au contraire, d'en apporter la preuve contraire.

Le cartel du cuivre a dû capituler.

Le 15 avril, d'un seul coup, il a baissé son prix de 22 % ; du jour au lendemain il descendait le prix de l'électrolytique de 18 cents à 14 cents la livre.

L'existence du cartel a donc eu pour seuls résultats d'*ajourner* et de *précipiter* la baisse, qui, sans elle, se serait produite plus tôt et plus progressivement, mais non de l'*empêcher*. Le plus fort et le plus complet des cartels n'a pas pu maintenir à l'abri de la crise le produit qu'il contrôlait.

Quand les vieux économistes de l'école libérale s'extasiaient sur le jeu des lois économiques qui, sous le régime de la libre concurrence, tendent à rétablir l'équilibre économique dès que celui-ci se trouve détruit, ils n'avaient pas tout à fait tort.

A un moment donné, l'équilibre entre la production et la consommation par exemple, se trouve rompu : il y a surproduction. Dès lors, sous le régime de la libre concurrence, en vertu de la loi de l'offre et de la demande agissant librement, l'excès de l'offre entraîne aussitôt une baisse de prix ; cette baisse permet à de nouveaux consommateurs, qui n'avaient pas de quoi acheter aux anciens prix, de se révéler ; la consommation se met alors à augmenter, d'où tendance à absorption de la surproduction, puis à relèvement des prix.

L'économie est ainsi maintenue dans un état d'équilibre à peu près stable, la rupture de l'équilibre déclanchant des forces qui tendent à ramener l'équilibre, tout comme un pendule convenablement suspendu se trouve ramené par la pesanteur vers la position initiale dont il a pu être, pour une raison ou pour une autre, momentanément écarté. La « rationalisation », c'est-à-dire l'adoption de mesures concertées pour maintenir les prix plus haut qu'ils ne le seraient naturellement, tend au contraire à empêcher le jeu des forces qui ramèneraient l'économie à son état d'équilibre ; elle tend à maintenir celle-ci dans un état d'équilibre instable, ou, plus exactement, hors d'équilibre.

Le capitalisme est actuellement poussé par des forces irrésistibles dans la voie de la « rationalisation », de la réglementation concertée de la production et de la vente. Par là, il tend précisément à détruire les conditions nécessaires à la stabilité de son système. Il fait des efforts de plus en plus grands pour faire tenir son édifice sur la pointe. Le jour où il y parviendra, où la « rationalisation » triomphera, celui-ci sera juste prêt pour la culbute.

Capitulation devant le koulak et... devant le capitalisme étranger

L'U.R.S.S. avait en Angleterre son propre organisme de vente d'essence au détail. Un cartel vient d'être conclu entre toutes les sociétés vendeuses d'essence d'Angleterre, *y compris la société soviétique*.

C'est le complément, pour le détail, de l'accord que nous avions signalé, il y a un an pour le gros. Par celui-ci l'U.R.S.S. s'intègre encore plus étroitement à l'économie impérialiste ; elle devient partie intégrante d'un monopole capitaliste.

Le pas précédent avait été fait avant le grand développement de la politique de collectivisation ; celui-ci est fait au lendemain même du jour où cette politique vient d'être arrêtée. Ce n'est pas là une coïncidence. Les deux choses se tiennent : on marche vers le socialisme ou vers le capitalisme, à la fois à l'intérieur et à l'étranger.

L'Amérique et la demande de parité navale de l'Italie

Si, en ce qui concerne les continents, on peut estimer que la Conférence de Londres a réussi, il n'en est évidemment pas de même en ce qui concerne l'Europe, pour laquelle l'échec a été total. Echec dû, comme l'on sait, à la demande de l'Italie d'avoir une flotte égale à celle de la France.

Pour que l'Italie ait été aussi obstinée dans sa demande de « parité », pour qu'elle n'ait pas hésité à risquer de voir conclure un accord général duquel elle aurait été, seule, exclue, il a fallu qu'elle se sache fortement soutenue, en sous-main, par quelqu'un de beaucoup plus puissant qu'elle. Ce quelqu'un ne peut être que l'Amérique.

Il y a même lieu de se demander si ce n'est pas l'Amérique qui a eu l'idée de faire réclamer par l'Italie la parité navale avec la France. On sait que l'Italie est en train de devenir une colonie du capital américain. Elle est donc toute désignée pour devenir l'alliée des Etats-Unis dans le cas d'un conflit armé de ceux-ci avec d'autres puissances européennes, avec l'Angleterre notamment.

Or, la hantise des Etats-Unis, c'est qu'une alliance se conclut contre eux, entre la France et l'Angleterre. Si cela se produisait, la parité navale qu'ils ont obtenue avec l'Angleterre serait détruite, à moins qu'ils n'aient de leur côté un allié disposant de forces navales égales à celles de la France. D'où leur intérêt à ce que l'Italie exige le droit d'avoir une flotte au moins égale à celle de la France.

R. LOUZON.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

VENDREDI 11 AVRIL. — Un train de réservistes déraille à Laissey (Doubs). Huit morts.

— Mort d'Etienne Pédron.

LUNDI 14. — *Inde.* — Jawaharlal Nehru, président du Congrès national hindou, est condamné à six mois de prison et arrêté. Une journée de deuil est proclamée.

Etats-Unis. — Explosion dans la mine de Carbondale; 22 morts.

MARDI 15. — La Compagnie des Mines de Liévin met en chômage, un jour par semaine, ses 9.000 mineurs.

MERCREDI 16. — *Angleterre.* — Signature d'un accord commercial anglo-soviétique.

JEUDI 17. — Insuccès de la grève générale du Bâtiment parisien.

— Congrès de la Fédération des Fonctionnaires au Gymnase Huyghens.

SAMEDI 19. — Seize terrassiers sont arrêtés à Villejuif pour une manifestation du jeudi 17.

— Pol, maire communiste d'Aniche, et Schneider, premier adjoint, sont suspendus pour un mois.

Inde. — Prise d'un dépôt d'armes, près de Calcutta, par les insurgés. Six morts.

Angleterre. — Congrès de l'Independent Labour Party à Birmingham.

DIMANCHE 20. — Au Havre, Congrès des dockers de la Manche et de l'Atlantique convoqué par la C.G.T.U. contre sa Fédération des Ports et Docks.

LUNDI 21. — *Etats-Unis.* — Foster, Minor, Raymond et Amter sont condamnés à trois ans de prison.

MARDI 22. — Clôture de la Conférence navale de Londres.

MERCREDI 23. — Les terrassiers parisiens décident la reprise du travail.

— Tamponnement sur le Nord-Sud ; 60 blessés.

Angleterre. — Maxton est réélu président de l'Independent Labour Party.

JEUDI 24. — La Chambre vote le rectificatif sur les Assurances sociales, par 547 voix contre 29.

— Arrestation de Le Gall, secrétaire des terrassiers.

— Ouverture à Paris de la X[e] session du Bureau International du Travail.

Inde. — A Peshawar, les soldats anglais tirent sur une manifestation d'Hindous ; 20 morts.

VENDREDI 25. — Le lock-out du bâtiment devient effectif à Lyon.

« Au-dessous du cheval de manège » Ce n'est pas sans surprise qu'on a pu lire dans le *Temps* du 3 avril, et sous la signature de Maurice Larrouy, ces impressions sur le taylorisme et sur la dernière crise financière américaine :

Sans aucun parti pris, et avec le souci d'information, de documentation qui m'a servi de guide dans les pays si divers et passionnants que je viens de visiter, je me pose à tout instant et sur toutes questions l'interrogation suivante « Y a-t-il réellement quelque chose, aux Etats-Unis, que les nations diverses, et particulièrement la France, aient un devoir, un intérêt, une nécessité, à imiter ? »

Est-ce ce qu'ils appellent leur rationalisation, leur taylorisation à outrance? Elle réduit l'ouvrier à une condition plus basse que n'est celle de la machine qui l'emploie. Le chef d'industrie, l'ingénieur, admettent que cette machine ait ses faiblesses, ses erreurs et ses imperfections. Ils y remédient. Ils la soignent et l'entretiennent comme un être délicat et sensitif. Toute leur tendresse se porte vers sa santé, sa bonne humeur. Tandis qu'ils ne pardonnent pas, ils n'admettent pas une seconde d'inattention ou de fatigue chez l'être humain placé devant son outil. Dans ces grandes usines où je me croyais circuler en un cercle de Dante, des hommes, mes frères, accomplissent machinalement, toutes les cinq ou dix secondes le même geste de tourner un vilebrequin, de visser un écrou, d'ajuster un ressort, et cela pendant huit heures par jour, trois cents jours de l'année. Si un seul, dans cette chaîne d'esclavage, manquait une seule fois un seul geste, en sorte que la pièce intéressée n'était point parfaite à la sortie, ni pitié ni pardon, celui-là était immédiatement renvoyé. Aucune excuse n'est admise. La défaillance est interdite qui fait perdre un dollar. L'outil a le droit d'avoir ses misères physiques, l'homme ne le possède plus ici. L'imagination féconde des Grecs n'a pas conçu de supplice plus raffiné, plus persévérant, pour ceux qui devaient expier les crimes commis sur terre, et dont les dieux voulaient se venger. Et si, dans les prisons, de tels travaux forcés étaient mis en œuvre, il n'y a pas une voix, aux Parlements et à Genève, qui ne stigmatiserait les gouvernements coupables. Devons-nous vraiment imiter ces méthodes qui abaissent l'ouvrier au-dessous du cheval de manège ou du chien de tournebroche ?... Non.

. . . .

« Mais, m'ont-ils objecté, qu'importe cette misère de l'individu, puisque la collectivité, l'Etat, grandissent et prospèrent au delà de toute espérance ? Lisez les statistiques. Contemplez le colosse qui grandit d'année en année. Il s'élève au-dessus du monde avec la même puissance et à la même hauteur que nos buildings de New-York. Plus altiers à chaque semestre, ceux-ci jaillissent vers l'empyrée, sur les bords de l'Hudson... » D'accord, répondrai-je, mais, de votre aveu même, ces buildings durent vingt ans, trente ans au plus. Ils représentent la nécessité factice de loger en hauteur les innombrables forçats de cette fabrique de dollars. Il faut aller à toute vitesse. Qu'importe l'avenir si le présent s'enrichit ? On les compare à des ruches; ne seraient-ce pas plutôt les columbariums de la pensée et de l'effort prudent ? Je serais tenté de les croire, si je ne venais d'assister au cataclysme de la Bourse, au raz de marée qui vient d'emporter, aussi bien les monceaux de papier aux valeurs follement enflées, que les fondements les moins précaires de cet édifice social. On condamne l'économie et on exalte la dépense. La seule fin de la vie serait donc de produire beaucoup pour acheter et consommer davantage. On est tellement pressé que nul n'attend d'avoir en poche l'argent nécessaire à son automobile ou à son piano, à sa charrue ou à son atelier. Il achète tout à tempérament, à douze ou vingt-quatre mois de payements échelonnés. Il croit être riche et possesseur. Il a pitié du Français qui met une existence à garnir et orner sa maison, mais qui, à chaque acquisition, la contemple avec un regard de créateur et un amour que la patience décuple. Il est pourvu de tout et n'en est pas propriétaire. Car il suffit qu'aux pieds de ce colosse passe un léger tremblement de terre, pour qu'aussitôt, dans toutes les familles, et jusqu'aux plus lointains Etats, les payements mensuels deviennent impossibles, que le citoyen ou l'ouvrier déçu et trompé par ces doctrines soit obligé de vendre, à n'importe quel prix, la substance même de son foyer, qu'il soit ruiné sans retour par un juste ressac de la marée financière qu'on a créée artificiellement... Et alors, pour vouloir produire encore, et toujours, et davantage, ces usines sont gorgées de produits invendables, elles étouffent des denrées et des machines que le peuple ne peut plus absorber, et que l'univers, qui travaille aussi, n'est pas forcé d'acheter... Immédiatement, les grandes vagues de chômage s'instaurent. C'est par centaines de mille que les usines congédient leurs ouvriers. En quelques semaines, il se crée un vrai prolétariat, celui des sans-foyer et des désillusionnés. De quelles redoutables conséquences ne peuvent pas être grosses ces secousses formidables, préparées par l'orgueil et aggravées par l'imprévoyance ?

⁂

Les Universités populaires et le syndicalisme D'un entretien de Daniel Halévy avec un collaborateur de *Candide* (17 avril), retenons ici la partie relative aux Universités populaires, bien que nous pensions que les U.P. sont mortes d'elles-mêmes, non vers 1919 mais près de dix ans plus tôt. Le syndicalisme n'eut pas à expulser les intellectuels venus au peuple au temps de l'affaire Dreyfus, ils en partirent bien d'eux-mêmes.

Quand j'ai cherché quelque chose qui représentât une vie plus profonde et plus vraie, j'ai eu la curiosité des faubourgs, le goût de parler aux ouvriers et d'entrer en contact avec eux. C'était l'époque des universités populaires. J'ai vécu des heures passionnantes dans une de ces universités, du côté de la Chapelle. Avec la boutique de Péguy et des « Cahiers de la quinzaine », dans le bas de la rue de la Sorbonne, l'Université populaire a été tout pour moi, durant un temps. A l'âge où il y a dans tout jeune homme un conquérant, mes conquêtes, mes aventures ont été l'exploration du Paris populaire, pour ne pas dire du Paris révolutionnaire. C'est de ce Paris-là, plus intéressant, à mes yeux, que celui de Montmartre et du boulevard, que j'aimerais à fixer le souvenir. J'y ai connu de bien attachantes figures.

« Nous en avons été expulsés, moi et ceux qui, comme moi, avaient pris à cœur ces conférences et ces réunions, vers 1909. Le syndicalisme fit triompher alors les méthodes violentes; les bourgeois que nous étions furent rejetés. Je fus alors assez désemparé. Puis, pour retrouver des êtres — c'est peut-être ma préoccupation la plus vive — je me suis tourné vers la campagne. J'ai participé à la vie des champs, durant les années qui ont précédé 1914. Mais cette période de ma vie a déjà été racontée, dans le volume que j'ai intitulé « Visite aux paysans du Centre ». Et puis ce fut la guerre...

***

La grève du périmètre et le Syndicat du Gaz

Le Syndicat minoritaire du Gaz parisien a-t-il trahi les grévistes du périmètres, comme l'*Humanité* s'attache à en accréditer la légende ? Voici la réponse faite par le syndicat lui-même dans le numéro du 15 avril de son organe *Les Gaziers de Paris* :

Que sont les ouvriers du périmètre ? C'est ce que nous allons apprendre à nos camarades des usines qui l'ignorent pour la plupart.

Les ouvriers du périmètre travaillent pour les entreprises de travaux publics auxquelles la Société du Gaz concède un certain nombre de travaux : reprises de branchements, pose des colonnes montantes, pose et réparation des appareils d'éclairage sur la voie publique, etc. Ces travaux intéressaient directement l'exploitation gazière et imposaient à notre organisation un devoir de solidarité.

C'est ce qu'ont parfaitement compris, quoi qu'on en dise, les dirigeants de notre syndicat.

On va voir, par la suite, comment ils en ont été récompensés par les « purs » du bâtiment. Et on va voir également quels sont les responsables de l'échec de cette grève.

Dès que nos secrétaires furent avisés du mouvement des ouvriers du périmètre, ils informèrent du fait les trois délégués des services intéressés : Eclairage public, Eclairage privé, Canalisation, afin que ces derniers fassent le nécessaire pour qu'aucun travail incombant aux entreprises ne soit effectué par des gaziers.

Nécessaire fut fait par ces camarades et, quelques heures après, à la C. E., notre camarade Gérin, délégué de l'Eclairage public, put informer les membres du Comité de grève, présents à la réunion, qu'aucun ouvrier du « public » ne ferait leur travail.

Ver, au nom du « privé », fit une déclaration analogue.

Pour ce qui concernait la « canalisation », Giron déclara que les camarades de ce service étant éparpillés par deux ou trois dans Paris, il était très difficile de les toucher.

Une réunion de ce service fut organisée, mais, malheureusement, ces camarades ne répondirent qu'en très petit nombre à l'appel du syndicat et, malgré les efforts de Cariou Jean, se bornèrent à déclarer qu'ils feraient leur possible pour ne pas effectuer le travail des entreprises, mais se refusèrent à s'engager plus avant. Le fait a d'ailleurs été reconnu à la C. E. par le camarade André, délégué général de la catégorie majoritaire.

Là a été le point faible de l'intervention de notre syndicat dans ce mouvement et nous le reconnaissons bien volontiers; la responsabilité n'en incombe pas d'ailleurs aux secrétaires de notre syndicat qui ont fait tout leur possible, ainsi que l'a reconnu également le camarade André.

Toutefois, il ne faut donner à cette faiblesse que l'importance qu'elle a, attendu qu'elle intéressait tout juste une catégorie de 42 camarades, parmi lesquels, d'ailleurs, beaucoup d'entre eux ont fait leur devoir.

La solidarité a été totale à l'Eclairage public, à l'Eclairage privé, catégories englobant plus de 600 ouvriers.

Appel ayant été fait à l'aide pécuniaire des gaziers, la solidarité fut également organisée par le bureau syndical.

500 francs furent versés le 7 mars au secrétaire du syndicat du Bâtiment.

500 francs furent versés le 17 mars, à la C. G. T. U. pour les grèves en cours et remis le lendemain au Comité de grève.

500 francs furent versés le 22 mars au camarade Robin, trésorier du Comité de grève.

Enfin, le 29 mars, 500 autres francs furent encore versés au Comité de grève. Ainsi donc 2.000 francs ont été versés par notre syndicat en faveur des grévistes.

Dans « l'Humanité » du 2 avril paraissait un article intitulé : « La direction minoritaire du Gaz refuse l'aide aux grévistes du périmètre ». Dans cet article il est écrit que : « la direction minoritaire du Gaz est contre les grévistes du périmètre. Depuis plus de deux semaines, les camarades gaziers avaient voté un secours immédiat de 1.000 francs pour soutenir leurs frères de misère en lutte contre les exploiteurs et avaient pris l'engagement de faire circuler des listes de souscription dans toutes les sections. Après cinq semaines de grève, la direction du Gaz n'a pas exécuté les décisions prises par les camarades de la base ».

On voit ce qu'il faut penser de ce mensonge impudent puisque du 7 mars au 29 mars, ce ne furent pas 1.000 francs mais 2.000 francs qui furent versés au Comité de grève ou au syndicat du Bâtiment. Nous ignorons si ce dernier syndicat les a distribués aux grévistes ou les a purement et simplement « étouffés »; en tout cas, c'est affaire entre les grévistes et leur syndicat.

Notons simplement toute l'ignominie du procédé qui montre que les « purs » révolutionnaires ne reculent devant aucun moyen — même les plus vils — pour tenter de déconsidérer les « minoritaires » auprès des travailleurs.

Enfin, nous invitons nos camarades gaziers à montrer ce journal aux ouvriers du périmètre, afin que ces derniers puissent demander des explications au Syndicat du Bâtiment sur l'utilisation des 2.000 francs versés par notre syndicat.

D'autres articles furent également insérés dans « l'Humanité », dans « l'Emancipation » accusant les minoritaires du Gaz d'avoir fait les jaunes.

Nous avons vu que la solidarité fut totale sur ce terrain à l'Eclairage public (minoritaire) et à l'Eclairage privé (majoritaire); que c'est seulement à la canalisation (majoritaire) qu'il y eut quelques faiblesses qu'il ne faut pas encore exagérer.

Mais « l'Humanité » oublie totalement de rechercher les véritables insuffisances de la direction de ce mouvement parce qu'elles se trouvaient ailleurs que chez les gaziers.

Ce que « l'Humanité » a oublié de dire, c'est que dans les maisons en grève les « colonnards » ne cessèrent pas un seul instant le travail. Or, nous pensons que si ces derniers posaient des colonnes montantes, c'était pour y faire circuler du gaz et non pas des courants d'air.

D'autre part, notre camarade Gérin, délégué minoritaire du « public », signala aux piquets de grève qu'un certain nombre de « grévistes » de la maison Compain travaillaient la nuit sur la voie publique et votaient la grève le jour.

Enfin, trois jours avant la fin du mouvement, Cariou Jean téléphonant au syndicat du Bâtiment pour l'informer que des « jaunes » de la maison Jean et Bouchon travaillaient sur un chantier, boulevard de Clichy. Le syndicat du Bâtiment n'intervint pas et ce furent les « minoritaires » de la 3[e] section de l'Eclairage public qui durent expulser les « jaunes » de ce chantier.

On voit donc où sont les véritables responsables de l'échec de ce mouvement; on voit également, une fois de plus, les moyens malpropres employés par nos adversaires de tendance pour essayer de nous déconsidérer.


Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XV[e].